



**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE  
DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**

-----  
**UNITÉ DE POLITIQUE  
DE DÉVELOPPEMENT RURAL**



# **Evaluation du Réseau des Observatoires Ruraux à Madagascar**

**Hélène DAVID-BENZ**

**Michel BENOIT-CATTIN**

**Rivo RAMBOARISON**

**Janvier 2010**





# SOMMAIRE

<b>Résumé.....</b>	<b>8</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>12</b>
<b>1. Le ROR en bref.....</b>	<b>13</b>
<b>1.1. Descriptif général.....</b>	<b>13</b>
1.1.1. Historique.....	13
1.1.2. Fonctionnement du Réseau des Observatoires Ruraux .....	15
1.1.3. Méthodologie générale.....	15
1.1.4. Couverture thématique .....	16
<b>1.2. La spécificité de l'approche : suivi pluriannuel socio-économique de ménages.....</b>	<b>16</b>
<b>2. Montage institutionnel, financement et pérennisation .....</b>	<b>17</b>
<b>2.1. Contexte institutionnel national.....</b>	<b>17</b>
2.1.1. PADR / PNDR / GTDR .....	17
2.1.2. MAP / SNISE.....	18
2.1.3. Régionalisation.....	19
2.1.4. SNDS .....	19
2.1.5. CSA / FDA.....	20
2.1.6. SIRSA .....	21
<b>2.2. Insertion institutionnelle du ROR .....</b>	<b>23</b>
<b>2.3. Les atouts .....</b>	<b>24</b>
<b>2.4. Les limites .....</b>	<b>24</b>
<b>2.5. Recommandations.....</b>	<b>25</b>
2.5.1. Redéfinir les objectifs du ROR .....	25
2.5.2. Institutionnaliser le dispositif .....	25
2.5.3. Constituer un noyau d'expertise .....	27
2.5.4. S'inscrire dans la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) .....	27
2.5.5. Disposer d'un relais régional.....	27
2.5.6. Coordonner les bailleurs et les modes de financement.....	28
<b>3. Le dispositif d'observation.....</b>	<b>28</b>
<b>3.1. Une méthodologie privilégiant une observation de proximité .....</b>	<b>28</b>
3.1.1. Une extension de la couverture géographique.....	28
3.1.2. Un choix de sites lié aux priorités des bailleurs .....	32
3.1.3. Un taux d'échantillonnage très élevé par site .....	32
3.1.4. Un questionnaire très riche.....	32
3.1.5. La sous-traitance aux opérateurs de terrain, supervisés par la cellule .....	33
<b>3.2. Les atouts du dispositif d'observation.....</b>	<b>34</b>
3.2.1. Des enquêtes annuelles depuis 10 ans (voire 14 ans).....	34
3.2.2. Une vision globale des ménages ruraux .....	34
3.2.3. Des procédures rôdées de supervision et de coordination .....	35
3.2.4. Un dispositif très complémentaire par rapport aux autres sources d'informations sur le milieu rural .....	35
3.2.5. Un cadrage des résultats ménages par des enquêtes communautaires.....	39
3.2.6. La capacité à intégrer de nouvelles thématiques .....	39
3.2.7. Un outil de réflexion pour les ménages lors des enquêtes.....	39
<b>3.3. Les limites du dispositif d'observation.....</b>	<b>40</b>
3.3.1. La non-prise en compte de la diversité intra-régionale .....	40
3.3.2. Un questionnaire lourd, à un seul passage.....	40
3.3.3. Une collaboration limitée avec les autres dispositifs statistiques régionaux .....	40

3.3.4.	Des limites propres aux panels.....	40
3.3.5.	La couverture incomplète des régions.....	41
3.3.6.	La non-représentativité statistique.....	41
3.3.7.	Le glissement du calendrier.....	42
<b>3.4.</b>	<b>Recommandations.....</b>	<b>42</b>
3.4.1.	Revoir le choix des sites pour illustrer la diversité intra-régionale .....	42
3.4.2.	Alléger le questionnaire et différencier la fréquence de passage selon les variables .....	44
3.4.3.	Affiner les estimations de surface et de rendement .....	46
3.4.4.	S'articuler avec les ressources locales en information.....	46
3.4.5.	Renouveler régulièrement le panel.....	46
3.4.6.	Etendre les observatoires à d'autres régions .....	47
<b>4.</b>	<b>La gestion et la valorisation des données .....</b>	<b>47</b>
<b>4.1.</b>	<b>Les atouts et les limites .....</b>	<b>47</b>
4.1.1.	La gestion des données.....	47
4.1.2.	Des analyses de données régionales sous valorisées .....	47
4.1.3.	Une palette de produits diversifiée .....	48
4.1.4.	Les restitutions .....	50
<b>4.2.</b>	<b>Recommandations.....</b>	<b>51</b>
4.2.1.	Améliorer et diversifier la diffusion de résultats bien identifiés .....	51
4.2.2.	Insérer les restitutions dans le protocole .....	52
4.2.3.	Mieux valoriser les relations avec l'enseignement et la recherche.....	52
4.2.4.	Contribuer aux indicateurs de développement .....	53
4.2.5.	Promouvoir des analyses dynamiques.....	53
4.2.6.	Mieux distinguer tendances et conjoncture .....	54
4.2.7.	Reconstituer et analyser les trajectoires de ménages.....	54
4.2.8.	Construire une base de données relationnelle .....	54
<b>5.</b>	<b>Les ressources humaines.....</b>	<b>55</b>
<b>5.1.</b>	<b>Une petite équipe permanente .....</b>	<b>55</b>
<b>5.2.</b>	<b>Des atouts de compétence et de réactivité.....</b>	<b>55</b>
<b>5.3.</b>	<b>Les limites liées à la surcharge de travail .....</b>	<b>56</b>
<b>5.4.</b>	<b>Recommandations.....</b>	<b>57</b>
5.4.1.	Renforcer légèrement les effectifs.....	57
5.4.2.	Diversifier et approfondir les savoirs-faires .....	57
<b>Conclusion.....</b>		<b>59</b>
<b>Annexes.....</b>		<b>60</b>

## Liste des tableaux

Tableau 1. Financement et opérateurs des différents observatoires.....	23
Tableau 2. Les différents statuts envisageables pour le ROR.....	26
Tableau 3. Evolution du nombre et de la répartition géographique des observatoires .....	30
Tableau 4. Caractéristiques des principales enquêtes et bases de données sur le secteur rural	37

## Liste des encadrées

Encadré 1. Les raisons de l'arrêt des observatoires .....	29
Encadré 2. Données disponibles pour établir une typologie régionale.....	43

## Liste des cartes

Carte 1. Localisation des observatoires ruraux .....	14
--	----

## Liste des sigles

ACP : Analyse en composante multiple  
AFC : Analyse factorielle des correspondances  
AFD : Agence Française de Développement  
C3ED : Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le développement durable (Unité mixte de recherche IRD, Univ. Saint-Quentin en Yvelines, CNRS)  
CAH : Classification ascendante hiérarchique  
CIOV : Comité Interministériel d'Orientation et de Validation  
CIRAD : Centre de coopération international en recherche agronomique pour le développement  
CIRDR : Circonscriptions Régionales du Développement Rural  
CSA : Centre de Services Agricoles  
DEA : Diplôme d'étude approfondie  
DESS : Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées  
DIAL : Développement, Institutions et Analyse de Long terme (unité de recherche de l'IRD)  
DSI : Direction des systèmes d'information  
DSRP : Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté  
DMEC : Direction du marketing et des études économiques  
DRDR : Direction régionale du développement rural  
EDS : Enquêtes Nationales Démographiques et Sanitaires  
EPIC : Etablissement public à caractère industriel et commercial  
EPM : Enquête périodique auprès des ménages  
EPP : Equipe Permanente de Pilotage  
ESSA : Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques  
FIDA : Fonds international de développement agricole  
FIFAMANOR : Kikanbanana Fifanampiana Malagasy Norveziana (Association pour la coopération Malgache – Norvégien)  
FOFIFA : Foibe Fikarohana momba ny Fampanandrosoana ny eny Ambanivohitra (Centre de recherche appliquée au développement rural)  
FRDA : Fonds Régional du Développement Agricole  
GPS : Global Positioning System  
GTDR : Groupes de Travail de Développement Rural Régional  
GTZ : Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (agence de coopération technique allemande pour le développement)  
ICM : Institut Catholique de Madagascar  
INSTAT : Institut national de la statistique  
IRD : Institut de Recherche pour le Développement  
MAEP : Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche  
MADIO : Madagascar-Dial-Instat-Orstom  
MAP : Madagascar Action Plan  
Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie (MECI).  
MICS : Multiple Indicators Cluster Survey  
OdR : Observatoire du Riz  
ONN : Office National de Nutrition  
ONR : Office Régional de Nutrition  
PADR : plan d'action de développement rural

PGE : Politique Générale de l'Etat  
RA : Recensement de l'Agriculture  
RGPH : Recensement général de la population et de l'Habitat  
PMO : Plan de Mise en Œuvre  
PNDR : Programme National de Développement Rural  
PSDR : Programme de soutien au développement rural  
PSA : Programme sectoriel agricole  
QMM : QIT Madagascar Minerals  
SCAC : Service de Coopération et d'Action Culturelle  
Système Intégré d'Aide à la Décision (SIAD)  
SIC / Système d'information communal  
SIRSA : Système d'Information Rural et de Sécurité Alimentaires  
SNDS : Stratégie Nationale de Développement de la Statistique  
SNISE : Système National Intégré de Suivi et Evaluation  
SNU : **Système des Nations Unies**  
SSN (Système Statistique National)  
ROR : Réseau des Observatoires Ruraux  
UPDR : Unité de politique de développement rural  
UNICEF : United Nations Children's Emergency Fund  
WWF : World Wide Fund for Nature  
ZD : Zones de Dénombrement

## RESUME

La présente évaluation a été commanditée par l'UPDR / MAEP, afin d'apporter un regard extérieur sur le Réseau de Observatoires Ruraux. L'objectif était d'une part de réaliser un examen critique du dispositif du ROR, d'autre part de formuler des propositions afin d'améliorer la qualité et l'efficacité du dispositif, ainsi que sa cohérence avec les autres systèmes d'information existant au niveau national.

Le travail de recueil d'information et d'analyse a été réalisé entre mai et juin 2009, à Antananarivo et dans 4 régions disposant d'un observatoire (Itasy, Vakinankaratra, Amoron'i Mania et Anosy). Une limite de cet exercice doit être soulignée : compte-tenu de l'instabilité du contexte politique, les recommandations en terme de positionnement institutionnel ont été particulièrement délicates à établir.

### **Le montage institutionnel**

Le ROR a été conçu pour suivre dans le temps un certain nombre d'indicateurs clés de la vie des ménages permettant d'appréhender les changements. Ces indicateurs couvrent de multiples aspects : démographie, activités agricoles et extra agricoles, niveau de vie, sécurité alimentaire, éducation, santé, environnement du ménage... Il est issu d'un projet pilote initié en 1995 par DIAL, l'INSTAT et l'IRD (MADIO), avec 4 observatoires situés dans des régions illustrant des situations contrastées de milieu rural malgache. Après cette phase expérimentale, le ROR est fondé en 1999, et des observatoires sont mis en place dans d'autres régions.

Après avoir été logé à l'INSTAT, le ROR a été transféré à l'UPDR/MAEP en 2001, conformément à sa vocation spécifiquement rurale, avec la volonté de se rapprocher des centres de décision. Depuis 2004, il est rattaché à la Primature, au sein de l'EPP/PADR. Ce nouvel ancrage traduit la volonté d'une vision intersectorielle du développement rural, telle que promue par le PADR. Le ROR est financé principalement par de l'aide bilatérale et multilatérale, sur une base annuelle, à travers des projets-programmes (Union Européenne à travers le projet SIRSA, Ministère français des Affaires Etrangères puis Agence Française de Développement, coopération suisse avec le projet SAHA, FIDA, coopération norvégienne avec FIFAMANOR) et plus marginalement sur fonds privés (QMM / Rio Tinto pour Fort Dauphin). Ainsi, malgré son positionnement institutionnel et sa vocation d'outil de suivi des politiques, l'Etat malgache ne contribue pas à son fonctionnement. Totalelement tributaire de l'extérieur, soumis au rythme annuel de renégociation de ses financements, assujetti aux procédures propres à chaque bailleur, le mode de financement du ROR est précaire et très consommateur en temps.

Le ROR est constitué d'une cellule permanente (6 personnes en 2009), rattachée à l'EPP-PADR, qui assure la supervision de l'ensemble du dispositif, le respect de la méthodologie, la formation et le suivi des opérateurs de terrain, l'analyse de données au niveau national et l'élaboration des produits diffusés. La collecte de données est quant à elle sous-traitée à des opérateurs de terrain, bureaux d'études ou ONG intervenant dans les zones concernées. Une fois la collecte terminée, la saisie et l'apurement des données sont effectués de façon centralisée à Antananarivo, par un seul prestataire spécialisé. Les fichiers de données sont ensuite envoyés aux opérateurs régionaux qui se chargent des analyses et de la rédaction des rapports par observatoire, selon un canevas défini par la cellule. Parallèlement, la cellule



mène des analyses transversales des données de tous les observatoires et rédige les documents d'analyse nationaux ou thématiques.

### **Le dispositif d'observation**

Depuis 1999, le dispositif est constitué selon les années de 13 à 17 observatoires, en fonction des opportunités de financement et des priorités géographiques des financeurs. Ce nombre est tout à fait significatif, l'objectif étant d'illustrer la diversité des situations nationales, sans viser la représentativité statistique. Toutefois, du fait des aléas du mode de financement, la couverture nationale n'est pas optimale : le nord du pays est beaucoup moins couvert que le sud, des observatoires ont été abandonnés alors qu'ils illustrent des zones à fort enjeu national (observatoires d'Antsirabé, d'Antsohihy...).

La plupart des observatoires comportent 3 à 5 sites d'enquêtes d'une échelle proche du hameau. Le choix s'effectue de façon raisonnée, en concertation entre le bailleur, la cellule ROR et l'opérateur. De fait, il est souvent déterminé principalement par les bailleurs, qui veulent d'une part mieux connaître leurs zones d'intervention, d'autre part apprécier l'impact de leurs actions. Ceci conduit à focaliser les sites sur quelques zones, qui ne couvrent pas nécessairement toute la diversité régionale, ce qui limite la portée des résultats pour la prise de décision au niveau des régions.

Un panel d'environ 500 ménages est enquêté dans chaque observatoire (5 à 10% des ménages sont renouvelés chaque année, du fait des décès, des refus, des départs), ce qui représente un taux d'échantillonnage très élevé sur les sites retenus (souvent plus de 50% des ménages, tirés au hasard).

Le questionnaire ménage aborde de multiples facettes de la vie des ménages. Enrichi d'année en année de nouvelles thématiques, de questions plus précises, il atteint 16 pages denses en 2008, soit environ un millier de variables. Il est complété par une enquête communautaire qui fournit des informations générales sur chaque site, ce qui permet de bien « contextualiser » les évolutions observées au niveau des ménages. Si la dimension multisectorielle est un atout majeur du ROR, la lourdeur du questionnaire ménage induit un risque indéniable de perte de qualité, du fait de la fatigue des enquêtés comme des enquêteurs.

### **Gestion et valorisation des données**

Les données d'enquêtes « ménage » sont saisies et stockées en autant de fichiers qu'il y a de thème d'enquête, de sites et d'années, avec le ménage comme unité de saisie. Ceci implique la manipulation d'un grand nombre de fichiers, mais les analystes de la cellule les maîtrisent bien et pratiquent des extractions de données en fonction des analyses voulues.

Les données sont valorisées sous la forme d'une analyse annuelle comparative de l'ensemble des observatoires (les Cahiers du ROR), d'un bulletin périodique (le Petit Obs), ainsi que d'études ou communications scientifiques plus approfondies.

Les Cahiers, documents de référence du ROR produit par la cellule, fournissent une image annuelle multidimensionnelle des ménages ruraux, avec un regard comparatif entre les différents observatoires. Les rapports régionaux (rapport ménage et rapport communautaire) sont rédigés par les prestataires. On peut regretter que, dans un cas comme dans l'autre, la plupart des résultats soient présentés sous forme de moyennes et rendent insuffisamment compte de l'hétérogénéité des situations. Dans les rapports régionaux, les résultats restent souvent trop descriptifs et ne font pas clairement ressortir les évolutions majeures ni les

facteurs explicatifs. L'analyse est plus poussée dans les Cahiers ; l'analyse dynamique commence notamment à être plus systématique (les 3 dernières années sont prises en compte dans le dernier rapport). Mais elle est à développer sur une plus longue période, notamment pour distinguer les évolutions structurelles des variations conjoncturelles.

Malgré des aspects qui restent à améliorer, ces documents produits de façon récurrente constituent des « mines » d'information à l'échelle régionale comme nationale. Il faut également saluer les délais de production de résultats (1 an après la fin de la période considérée pour les résultats annuels). Ils sont toutefois sous valorisés et insuffisamment diffusés, en particulier les rapports régionaux, qui ne sont souvent restitués qu'aux bailleurs.

Une production plus académique importante et diverse est également issue des données du ROR : mémoires d'étudiants, thèses, articles et communications scientifiques. Elle traduit des collaborations régulières de la cellule avec des partenaires (en particulier DIAL et l'IRD), mais également une politique d'accès aux données pour toute personne désireuse de les exploiter. Malheureusement, dans beaucoup de cas, les résultats ne sont pas valorisés en dehors du cadre académique, voire ne sont pas disponibles au niveau de la cellule ROR.

Les restitutions orales constituent une autre forme de valorisation. Au national, les résultats annuels font systématiquement l'objet d'une présentation-débat ouverte à un large public. Le ROR et ses partenaires scientifiques interviennent dans divers séminaires nationaux ou internationaux. La restitution des résultats dans les sites d'enquête et au niveau des régions est en revanche plus récente, non systématique et très hétérogène en qualité selon les observatoires.

## **Recommandations**

Le ROR est un dispositif original de connaissance et de suivi des ménages ruraux, assez unique pour un pays en développement. La fréquence annuelle des enquêtes, la dimension multisectorielle, la qualité de la supervision, les délais de production des résultats, en font un outil performant, notamment au regard du déficit en informations fiables au niveau national.

Son rapport coût efficacité apparaît tout à fait satisfaisant comparé à d'autres dispositifs d'enquêtes. Compte tenu des insuffisances des statistiques nationales et de l'ampleur de moyens à mettre en œuvre pour les rendre réellement satisfaisantes, le ROR apparaît comme un outil complémentaire à maintenir, à renforcer et à sécuriser.

Sa fragilité institutionnelle et financière pénalise toutefois son fonctionnement et compromet sa pérennité. Une clarification de sa position implique une clarification de ses objectifs, qui gagneraient à être recentrés sur :

- l'aide à l'élaboration et suivi des programmes sectoriels nationaux (en particulier sur les aspects agricoles) ;
- l'accompagnement de la décentralisation par un outil d'information régional.

Mener à bien ces missions centrales implique un certain nombre de réajustements d'un point de vue statutaire, des modes de financement, de la collecte et de l'analyse des données et de la valorisation des résultats :

- Redéfinir le positionnement institutionnel et acquérir un statut juridique qui assure une reconnaissance publique, facilite l'accès aux financements publics, permette de générer ses propres ressources, assure une autonomie et une souplesse de gestion, et garantisse une indépendance d'expression. Le statut d'ONG reconnue d'intérêt public (avec un rattachement privilégié au MAEP), semble être en ce sens le plus adapté.

- Disposer d'un financement pluriannuel, qui permette de couvrir le fonctionnement de la cellule et celui de quelques observatoires les plus stratégiques dont il faut parvenir à assurer un suivi permanent, sans être soumis à l'aléa des priorités de l'un ou l'autre des bailleurs. Ceci est implicitement lié à la reconnaissance de la mission d'intérêt public du ROR comme outil permanent de suivi et nécessite une coordination entre bailleurs de fonds pour assurer un cofinancement dans la durée.
- Revoir et compléter le choix des sites d'enquêtes en cherchant à mieux illustrer la diversité régionale, afin de renforcer la pertinence régionale et de favoriser l'appropriation des résultats au niveau des régions. Ce travail de fond doit d'une part s'appuyer sur les statistiques nationales disponibles (notamment de Recensement de l'Agriculture), d'autre sur une concertation avec les acteurs régionaux, pour définir les grands types intra-régionaux. Un meilleur compromis entre le nombre de sites et le nombre de ménages suivis par site doit être recherché.
- Améliorer le système de gestion des données d'enquêtes pour en faciliter et sécuriser l'exploitation.
- Pour améliorer la qualité et la fiabilité de l'information recueillie au niveau des ménages le questionnaire devra être allégé. Certains aspects d'ordre structurel peuvent être réservés aux nouveaux enquêtés et remis à jour tous les 2 ou 3 ans. En revanche, plusieurs passages doivent être envisagés, au plus près des événements, pour ne pas perdre d'information ; c'est en particulier le cas des récoltes et de la mise en marché.
- Mettre l'accent sur le suivi d'indicateurs clés, orientés sur le suivi des programmes nationaux, et définis en concertation avec les autres dispositifs nationaux de suivi. La restitution de ces informations intermédiaires se ferait sous forme de tableaux de bord et graphiques pluriannuels permettant de suivre et comparer dans le temps et dans l'espace l'évolution de ces indicateurs.
- Valoriser davantage les analyses à travers des restitutions, depuis le niveau local jusqu'au niveau national, en cherchant à susciter le débat sur les points clés. Ces débats sont à intégrer dans le processus d'approfondissement de l'analyse, comme autant de feed-back confirmant ou informant les résultats, et suscitant de nouvelles pistes d'investigation.
- Renforcer la diffusion des résultats d'analyse, en diversifiant et adaptant le contenu et les supports aux différents publics et aux moyens de communication existants. Les formes de diffusion des résultats devraient aller de la fiche synthétique à la publication scientifique en passant par des 4 pages ou le rapport annuel. Si la diffusion en format électronique et via Internet est à développer pour un public institutionnel, des documents synthétiques en malgache sur support papier sont à concevoir pour une diffusion aux acteurs locaux. Dans tous les cas c'est la possibilité de comparer dans le temps et dans l'espace des observations faites au niveau des ménages en tenant compte de leur diversité qui serait à privilégier.

## INTRODUCTION

Cette étude a été réalisée à la demande de l'Unité de Politique de Développement Rural / MAEP, afin d'apporter un regard extérieur sur les Réseau des Observatoires Ruraux.

Les objectifs assignés de cette évaluation sont plus précisément de :

- réaliser un examen critique du dispositif du ROR compte tenu des missions qui lui sont imparties et des systèmes d'information et observatoires existant ou en cours de mise en place ;
- formuler des propositions visant à :
  - améliorer la cohérence du ROR avec les autres systèmes d'information et préciser ses objectifs et missions ;
  - améliorer l'efficacité du dispositif, y compris la collecte des données, l'organisation du ROR, l'utilisation de la base de données ;
  - améliorer la qualité des productions du ROR (traitement de l'information, analyse, diffusion, délais...).

Les résultats attendus de l'évaluation sont :

- déterminer les points forts et les points faibles du dispositif actuel eu égard à ses missions initiales et au contexte actuel et futur, tant du point de vue technique qu'organisationnel ;
- évaluer la pertinence et l'efficacité du dispositif, la qualité des produits, l'utilisation des résultats ;
- redéfinir les objectifs et les missions du ROR ;
- formuler les recommandations techniques, organisationnelles et financières, afin que le ROR puisse répondre aux missions et objectifs qui lui sont impartis.

Les entretiens ont été menés à Antananarivo et dans les régions entre mai et juin 2009. Ce calendrier a induit un certain nombre de limites au travail mené par l'équipe d'évaluation.

- En cette période de troubles politiques, les priorités politiques sont encore floues et les évolutions institutionnelles restent très incertaines ; c'est un contexte peu aisé pour redéfinir les priorités du ROR et son positionnement institutionnel ; nous nous sommes donc basés sur une analyse rétrospective du paysage institutionnel, pour formuler des recommandations dont la mise en œuvre sera très dépendante des décisions politiques des mois à venir ;
- L'évaluation a démarré alors que la collecte des données 2007/08 du ROR était achevée. Analyse du déroulement de la collecte s'est donc faite « à dire d'acteurs », sans pourvoir y assister sur le terrain.

Les entretiens ont été réalisés auprès d'environ 90 personnes à Tananarive et dans les régions Itasy, Vakinankaratra, Amoron'I Mania et Anosy : responsables politiques et administratifs, bailleurs de fonds, responsables de projets, universités, services régionaux déconcentrés, responsables communaux, enquêtés et bien entendu la cellule ROR et les prestataires (cf. annexe 1).

# 1. LE ROR EN BREF

## 1.1. *Descriptif général*

L'objectif global du ROR, tel que libellé dans la charte (cf. annexe 3) est de « Contribuer à l'amélioration du système d'information sur le milieu rural ».

Les objectifs spécifiques précisés dans la charte sont les suivants :

- Constitution du réseau d'observatoires ruraux
- Constitution d'une base de données sur les ménages ruraux
- Diffusion d'analyses et de résultats
- Renforcement des capacités de collecte et d'analyse d'informations

Ce dispositif est conçu pour suivre dans le temps et sur un espace restreint un certain nombre d'indicateurs clés permettant d'une part d'évaluer les impacts ou les effets des mesures politiques prises à un niveau global sur le secteur agricole et d'autre part d'identifier et d'évaluer les changements constatés au niveau des ménages ruraux. Les indicateurs concernent notamment les facteurs de production agricole, l'offre productive, mais aussi le niveau de vie et les conditions de vie des ménages ruraux.

Les données issues des enquêtes permettent d'apporter des éléments d'information sur des aspects plus ponctuels et de répondre à d'autres questionnements, et cela au delà du souci de répondre à un questionnaire de type macro-économique : par exemple, l'impact des interventions des projets sur le terrain, l'analyse de la pauvreté, les aspects fonciers, les logiques des producteurs en fonction de la typologie des exploitations, la production rizicole. Le dispositif mis en place s'articule autour d'un système d'enquêtes à passages répétés sur une base annuelle auprès d'environ 500 ménages dans chaque observatoire.

Le principal document produit annuellement par le ROR (les Cahiers de ROR) n'a pas pour ambition de fournir une analyse complète et exhaustive de l'ensemble des données recueillies au cours des enquêtes. L'objet est de fournir pour l'ensemble des observatoires un certain nombre de données générales communes sur plusieurs thèmes essentiels relatifs à la vie sociale et aux conditions de vie des ménages ruraux, aux revenus, à différents aspects financiers, à la situation alimentaire des ménages et aux productions agricoles.

### 1.1.1. **Historique**

Les premiers observatoires ruraux ont été mis en place en 1995 et expérimentés pendant 4 ans par le projet MADIO (Madagascar, Dial-Instat-Orstom). L'objectif de ce projet de recherche initié par l'ORSTOM et basé à l'IRD était d'illustrer certaines problématiques particulières du milieu rural, afin de fournir un outil d'analyse de l'évolution du monde rural et de l'impact des politiques. Quatre sites d'observation expérimentaux ont été initialement choisis, illustrant des situations contrastées : la riziculture pour le grenier à riz de Marovoay, les cultures de rente pour Antalaha, la polyculture pour Antsirabe et les problèmes liés à la sécheresse et à la pêche pour Tuléar littoral (Droy et al., 2000). Après cette phase expérimentale réussie, le Réseau des Observatoires Ruraux (ROR) a été créé en 1999 afin d'étendre la couverture géographique, passant ainsi de 4 à 13 observatoires. Les observatoires qui sont devenus un véritable dispositif d'investigation avec des objectifs bien identifiés, un calendrier, des procédures de collecte et de traitement de données standardisées et des équipes formées,

expérimentées et fidélisées. Depuis 1999, le nombre d'observatoires a varié entre 13 et 17, en maintenant l'objectif d'illustrer des différentes situations nationales et non d'atteindre la représentativité statistique (cf. carte 1).

**Carte 2. Localisation des observatoires ruraux**



Au départ, MADIO a été logé à l'INSTAT. Du fait de la spécificité rurale et son approche ne visant pas une représentativité statistique nationale, le projet MADIO n'a jamais été totalement reconnu par l'INSTAT comme relevant de son domaine. Lorsque le ROR a été créé, l'INSTAT considérant qu'une extension des observatoires étant redondante avec l'EPM (enquête permanente auprès de ménages), les analystes du ROR ont été accueillis au sein de la Cellule Sécurité alimentaire de l'UE, qui a fortement appuyé l'extension géographique du réseau, alors que les techniciens rattachés à MADIO sont restés à l'INSTAT. Puis à partir de 2003, l'équipe a été transférée à l'UPDR du MAEP. Ce changement d'ancrage institutionnel

était légitime à double titre : d'abord du fait que le ROR offre des informations spécialement sur le milieu rural, ensuite de par la volonté politique des responsables de rattacher le dispositif au sein d'un centre de décision pour améliorer l'utilisation des informations produites. Depuis 2004, le ROR est rattaché à la Primature, au sein de l'EPP/PADR. Ce nouvel ancrage répond à une vision élargie du développement rural, intersectorielle, telle que promue par le PADR. En effet, le ROR traite tous les aspects socio-économiques du milieu rural et non uniquement l'agriculture.

### **1.1.2. Fonctionnement du Réseau des Observatoires Ruraux**

Le Réseau des Observatoires Ruraux est structuré en quatre entités :

- La Cellule ROR, pilier du réseau : elle est rattachée à l'EPP-PADR, et assure la formation des opérateurs de terrain, le contrôle du respect de la méthodologie, la labellisation, la saisie, le contrôle et l'apurement des données et les analyses.
- Les partenaires financiers : ils contractent avec le ou les opérateurs pour la mise en place d'un ou de plusieurs observatoires et avec la cellule ROR pour garantir le respect d'une méthodologie éprouvée.
- Le secrétariat technique du ROR, composé de représentants des partenaires financiers et techniques et de la cellule ROR : il a pour fonction de suivre et de coordonner les travaux du réseau, de participer à l'analyse et d'assurer la diffusion des résultats.
- Les opérateurs de terrain : ils peuvent être des projets/programmes ou des bureaux d'études connaissant bien le milieu rural malgache. Ils assurent la mise en œuvre d'un ou de plusieurs observatoires conformément à la méthodologie du ROR. Ils s'engagent à respecter le cahier des charges décrit dans la charte du ROR. Leur rôle principal est de collecter les données, de les traiter, de les analyser et d'en restituer les résultats aux villages et communes enquêtés pour une utilisation locale.

Outre ses tâches programmées, le ROR évolue continuellement en synergie avec d'autres systèmes d'information, tels le SIRSA, l'OdR, ainsi que la DSI du MAEP ou l'INSTAT qui sont membres du secrétariat technique du ROR. L'expérience en méthodologie d'enquêtes du ROR est également sollicitée pour la mise en place d'observatoires émergents (Observatoire de l'Education, Observatoire de l'Intégrité et Observatoire du Foncier).

### **1.1.3. Méthodologie générale**

L'objectif du ROR est de disposer de résultats comparables d'un observatoire à l'autre, en s'accordant sur une démarche unique et une méthode standardisée. Aussi, les membres du réseau s'engagent-ils sur une charte et les opérateurs doivent-ils respecter un cahier de charges. Les observatoires sont « labellisés » par le réseau, ce qui garantit le respect de la méthodologie. Une convention lie chaque partenaire financier à son opérateur de terrain pour un ou plusieurs observatoires. Pour l'aspect technique, notamment le suivi et la labellisation de l'observatoire, une autre convention lie l'opérateur de terrain au Réseau des Observatoires Ruraux.

Un observatoire rural est ainsi un système d'enquêtes à passages répétés, sur une base annuelle, sur un espace restreint avec un échantillon d'environ 500 ménages par observatoire. Ainsi, en 2006, le ROR a enquêté plus de 7 720 ménages. L'échantillon est composé de

quelques villages avec un choix raisonné fait en étroite collaboration avec les ONGs et les opérateurs de terrain. Ainsi, selon les concepteurs mêmes du Madio et du ROR (Droy et al.)<sup>1</sup>, un observatoire rural n'a pas vocation à assurer une quelconque représentativité statistique, même à l'échelle régionale. En revanche, il illustre une problématique particulière du milieu rural. La loupe de l'observatoire permet de mettre en relief certains problèmes clefs du milieu rural, qui risqueraient d'être inaperçus ou oubliés.

La période de référence de l'enquête s'étend du mois de septembre de l'année (n-1) au mois de septembre de l'année (n) afin, notamment, de s'adapter aux calendriers agricoles, plus particulièrement rizicoles. L'enquête est basée sur la déclaration du chef de ménage et/ou de son conjoint. Le rythme normal de l'enquête est de 2 à 3 fiches remplies par jour par enquêteur, soit une durée de 45 jours pour une équipe standard de 12 enquêteurs et 2 superviseurs.

#### **1.1.4. Couverture thématique**

Une des spécificités du ROR est son approche du ménage sous ses multiples facettes : démographie, éducation, santé (des jeunes enfants et de leur mère), économique (agriculture, élevage, autres activités, dépenses, transferts monétaires, crédit), sécurité alimentaire, environnement du ménage (insertion sociale, insécurité et catastrophes, impact des projets), niveau de vie général. L'unité d'observation est bien ici le ménage et non, comme c'est souvent le cas dans les enquêtes agricoles, l'exploitation agricole. Tous les types de ménages sont de ce fait pris en compte, quelles que soient leurs activités. Les enquêtes sur les ménages et sur la communauté fournissent ainsi les informations de base requises pour mieux comprendre notamment la diversification des systèmes d'activité et de revenus et le rôle de l'agriculture vis-à-vis des autres secteurs à travers les évolutions des comportements et des stratégies des ménages.

### ***1.2. La spécificité de l'approche : suivi pluriannuel socio-économique de ménages***

L'une des spécificités de la méthodologie du ROR est le passage répété sur une base annuelle dans un espace restreint. Même si une partie des sites peut être remplacée d'une année à une autre, plus de 75% des sites par observatoire restent permanents. Par site, plus du 2/3 des ménages enquêtés sont toujours gardés afin de faire un suivi et une analyse dynamique de la situation des ménages.

La consistance des fiches d'enquête permet de construire des typologies des ménages ruraux et d'expliquer des comportements des ménages face aux contextes sociaux, économiques et des chocs. Malheureusement, cette richesse n'a pas été toujours exploitée, faute de disponibilité en temps, de financement, et de maîtrise de certains thèmes spécifiques. Cependant, certains thèmes ont pu être analysés : à titre d'illustration, le comportement vis-à-vis des incitations à la scolarisation et le comportement vis-à-vis du travail des enfants. Pour ces deux thèmes, l'UNICEF a apporté son appui et son financement.

---

<sup>1</sup> Droy, Ratovoarininy, Roubaud, 2000. Les observatoires ruraux à Madagascar. Une méthode originale pour le suivi des campagnes. Statéco n° 95-96-97. pp. 123-140



Les données du ROR sont susceptibles d'apprécier les impacts d'actions de développement et d'événements externes. En effet, de nombreux projets/programmes utilisent le système ROR pour apprécier actuellement les impacts de leurs interventions. Dans sa démarche de partenariat avec ces entités, le ROR cible un groupe des ménages bénéficiaires des projets de développement existants et un autre groupe de non bénéficiaires dit « groupe témoin ». Cette méthode permet de mesurer les impacts des projets du groupe témoin par rapport aux autres groupes.

Le ROR dispose actuellement d'une base de données pluriannuelle pouvant aller jusqu'à 15 ans (pour Marovoay). Certes, les fiches d'enquête, donc le contenu, ont évolué, des thèmes ont été supprimés et d'autres sont rajoutés, mais la base reste toujours. Cependant, cette richesse est faiblement exploitée actuellement, alors que les données permettraient d'avoir une vision dynamique des situations socio-économiques des ménages enquêtés et de leurs comportements.

## **2. MONTAGE INSTITUTIONNEL, FINANCEMENT ET PERENNISATION**

### ***2.1. Contexte institutionnel national***

Une réflexion sur le rôle du ROR et son avenir doit s'inscrire dans le contexte national et prendre en compte les grandes orientations politiques et les programmes qui ont marqué le paysage du développement rural au cours de ces dernières années. Sans chercher à être exhaustifs, nous rappellerons les grands traits des principaux programmes et projets avec lesquels il semble important que le ROR s'articule.

#### **2.1.1. PADR / PNDR / GTDR**

Le plan d'action de développement rural (PADR) est un cadre permettant de concevoir, définir et orienter les stratégies et les programmes de développement rural à Madagascar. Il met l'accent sur la participation des différents acteurs dans la définition des axes prioritaires et sur la décentralisation des décisions. Il est retenu comme plan d'action national en 1999 pour servir de référentiel à tous les programmes et projets de développement rural. Le PADR vise la mise en œuvre et le suivi des mesures, programmes et projets spécifiques. Il constitue un organe de la Primature.

Le Programme National de Développement Rural (PNDR) est le document de mise à jour du PADR, sous l'égide de la Primature. Le PNDR se réfère à la « Vision Madagascar Naturellement » et au Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la « Politique Générale de l'Etat » (PGE). Le PNDR oriente les interventions des Bailleurs de Fonds vers de objectifs de développement rural. C'est un document de négociation qui permet d'inscrire l'engagement des partenaires.

En plus du Comité Interministériel d'Orientation et de Validation (CIOV), le PADR dispose d'une Equipe Permanente de Pilotage (EPP) assistée d'un Secrétariat Permanent (SP). L'EPP-PADR est chargée en particulier de recenser, diagnostiquer et examiner les politiques et programmes de développement sectoriel existants. Le ROR, l'OdR (Observatoire du Riz) et le SIRSA 1 (Système d'Information Rural et de Sécurité Alimentaires) ont été insérés au niveau de l'EPP-PADR.

Au niveau régional, les GTDR (Groupes de Travail de Développement Rural Régional), une émanation du PADR, ont été mis en place. Constitué par une assemblée générale composée de cinq collèges (services techniques déconcentrés, collectivités territoriales décentralisées et élus, ONG/Projets/Programmes, collège des organisations paysannes et des paysans, opérateurs économiques), chaque GTDR a pu constituer son référentiel régional et un plan régional de développement rural. Ils constituent en principe les relais régionaux de la diffusion des résultats du ROR.

Cependant, depuis un certain temps, en particulier depuis l'avènement du MAP, le référentiel PADR en matière de développement rural a été mis en stand by. Cette situation s'est encore accentuée durant le contexte politique de 2009. En outre, l'avenir du PADR est incertain du fait que les financements ont pris fin ou sont en voie de l'être. Cela se traduit par le licenciement au mois d'avril 2009 des secrétaires techniques au niveau des GTDR, pourtant un des maillons indispensables pour la mise en œuvre des activités des GTDR au niveau des régions et pour son fonctionnement. De ce fait, les GTDR ne sont plus fonctionnels depuis cette date.

### **2.1.2. MAP / SNISE**

Le MAP (Madagascar Action Plan, ou Plan d'action Madagascar), document de base de la politique publique pour la période 2007-2012, met en valeur le rôle stratégique du secteur agricole. Pour ce secteur, des objectifs de croissance de la production et de développement agro-industriel ont été assignés. Le MAP s'appuie sur une double orientation :

- celle de la vision « Madagascar Naturellement », document initié au début des années 2000 par la présidence de la république pour préciser les priorités de son action ;
- celle du Millénaire pour le Développement avec une vision du développement basée sur le passage d'une économie de subsistance à une économie de marché (mais intégrant également la notion de bien-être).

Le MAP, qui a été adopté en novembre 2006, sert de stratégie nationale pour le développement et l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Il est géré directement par un secrétariat général auprès la présidence de la République.

Le MAP a défini les huit priorités de développement sous la forme d'engagements. Pour les concrétiser, chaque Ministère s'est attelé à l'élaboration de la politique et de programmes sectoriels. Dans ce processus, l'EPP/PADR devrait avoir un rôle à jouer : entre autres alimentation en données pour les réflexions lors de la conception de ces politiques et programmes par le biais des systèmes d'informations en son sein (le Réseau des Observatoires Ruraux et l'Observatoire du Riz). En effet, un observatoire rural a pour vocation de suivre dans le temps et sur un espace restreint quelques indicateurs relatifs aux conditions de vie des ménages ruraux. Le ROR permet de mettre en relief les problèmes clefs en milieu rural dans ses différentes composantes.

Pour garantir la mise en œuvre efficace des stratégies adoptées pour l'atteinte des objectifs du MAP, des nouvelles mesures ont été prises telles que l'élaboration d'un Plan de Mise en Œuvre (PMO) du MAP avec la collaboration de toutes les entités ministérielles et la constitution d'un Système National Intégré de Suivi et Evaluation (SNISE) de la Mise en Œuvre du MAP. Le SNISE a été érigé pour le suivi systématique et un cadrage d'évaluation des conditions préalables importantes pour atteindre l'efficacité et la recevabilité dans la mise en œuvre du MAP.

Un programme conjoint sur la Gestion de l'information, Suivi et Evaluation pour la période 2008-2011 en appui à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) et du Système National Intégré de Suivi et Evaluation du MAP (SNISE) a été également conçu conjointement par les agences du SNU et le Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie (MECI). Le point fort que présente la préparation de ce programme conjoint réside dans l'alignement de son cadre des résultats aux priorités nationales définies dans la SNDS et le SNISE.

Cependant, avec le contexte politique actuel, l'avenir du MAP (donc du SNISE également) semble incertain. Certes, aucune déclaration officielle n'est encore prononcée sur le devenir du MAP, mais il est constaté que les dirigeants actuels ne le prennent plus en compte dans leurs activités et programmations, car le MAP a été considéré comme un programme de politique gouvernementale du Président déchu.

Les résultats du ROR, par le biais du SNDS, auraient dû être utilisés pour illustrer les impacts de la mise en œuvre du MAP.

### **2.1.3. Régionalisation**

Les lois 94-007 et 94-008 spécifient la mise en place, les rôles et les attributions des différentes structures de la décentralisation. Elles ont été renforcées par le texte sur la mise en place de la Région. Cette dernière constitue à la fois une structure déconcentrée et décentralisée. La décentralisation reste, à travers ces textes, une orientation majeure. Conformément aux objectifs de bonne gouvernance et à l'objectif de rendre la prise de décisions et de planification du développement plus proche de la population, le Gouvernement renforce sa stratégie de promotion du développement au niveau des régions. Chaque Région devrait, dans le cadre de son Plan Régional de Développement, gérer le développement économique de son territoire. Ainsi, elle a besoin d'avoir en possession d'outil d'aide à la décision, en l'occurrence un système d'information. La majorité des régions a mis en place une unité de gestion de l'information régionale. Cependant, il a été constaté que ces unités ne sont gérées que par une ou deux personnes qui n'ont pas toujours les informations adéquates et mises à jour. Ces unités se contentent, en effet, des données fournies par les services techniques déconcentrés et par les collectivités territoriales décentralisées.

Par ailleurs, certains programmes nationaux ont instauré leurs propres systèmes d'information pour le suivi de leurs activités et pour la mesure d'impact de leurs interventions. C'est dans ce cadre que l'Office National de la Nutrition a mis en place un système d'information communal au niveau des communes d'intervention. Un agent de la commune a été formé par l'ONN pour collecter les données et informations qui lui sont nécessaires. Ces données sont réunies au niveau régional par l'ORN qui les traite et envoie les résultats au niveau national. Le dispositif mis en place par l'ONN pourrait être mobilisé par le ROR dans le cadre de la collecte des données périodiques, mais cette démarche nécessite évidemment un appui méthodologique.

### **2.1.4. SNDS**

La SNDS (Stratégie Nationale de Développement de la Statistique) est un cadre de mise en cohérence des activités statistiques nationales et des programmes d'assistance bilatérale et multilatérale en matière de statistique. Le processus a été initié en mars 2005 et le document cadre a été finalisé en septembre 2007. La SNDS est inscrite dans le MAP, mais malgré l'engagement des autorités gouvernementales et l'appui des partenaires techniques et

financiers dans sa formulation et dans son approbation, sa mise en œuvre n'a pas encore démarré faute de financement.

Madagascar se propose par le biais de la SNDS de disposer d'un « système statistique national cordonné, de confiance, capable de couvrir tous les besoins récurrents et émergents en données statistiques tant en quantité qu'en qualité sur les plans national et régional ». La SNDS sera le noyau central de cette vision, et les orientations stratégiques du développement de la statistique ainsi que le plan de mise en œuvre seront construits autour de cette vision.

La SNDS a fixé trois axes stratégiques :

- Axe A : modernisation de la gouvernance et renforcement des capacités du système statistique national, avec deux objectifs spécifiques i) la mise en place d'un cadre juridique, institutionnel et organisationnel du SSN (Système Statistique National), et ii) la pérennisation des ressources du SSN et le développement des partenariats.
- Axe B : consolidation des acquis et amélioration de l'offre statistique, dont les objectifs spécifiques concernent i) l'amélioration des données de sources administratives (publiques ou privées) et l'intégration des statistiques sectorielles, ii) la garantie de la qualité des données, iii) la régularité et la rationalisation de la production des données, iv) le développement de l'analyse, et v) l'amélioration de l'archivage et de la diffusion statistique.
- Axe C : la mise en place d'un système statistique régional au service du développement, avec comme objectifs spécifiques i) la satisfaction des besoins régionaux en données statistiques, et ii) l'adéquation du système statistique régional au système statistique national.

Le ROR a participé activement à la réflexion pour l'élaboration de la SNDS.

### **2.1.5. CSA / FDA**

Le Centre de Services Agricoles (CSA) est une structure indépendante, de statut d'ONG. Il devait être mis en place dans tous les districts ruraux de Madagascar et piloté par les acteurs locaux du district pour servir d'outil technique pour le développement des services agricoles. Les objectifs principaux du CSA sont :

- Pallier le déficit de services aux agriculteurs dans le contexte de désengagement de l'Etat, de la décentralisation et de la faiblesse actuelle de l'offre privée.
- Développer un mécanisme pérenne de mise à disposition des conseils nécessaires aux agriculteurs : techniques, économiques, organisationnels, etc.
- Contribuer au développement de la production et de la productivité agricole en devenant un des leviers de la Révolution Verte.
- Mettre en relation les demandes de services des agriculteurs avec les prestataires de services qui pourront y répondre tout en incitant l'émergence des réponses locales (opérateurs privés, ONG, organisations professionnelles, institutions financières, etc.).

Cinquante (50) CSA ont été mis en place en 2008 et le processus de mise en place des cinquante sept (57) restants se poursuit et va être finalisé en 2009. Le programme est mis en

œuvre en partenariat avec l'Union Européenne et sous l'égide du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche. L'objectif est de doter chaque district rural d'un CSA. Les CSA devront intervenir dans les 3 secteurs de production : agriculture, élevage et pêche. Les domaines d'intervention sont les intrants (engrais, semences, produits phytosanitaires, alimentation animale...), l'équipement matériel, l'appui conseil (technique, économique, gestion...) incluant la formation, l'information technico-économique et la diffusion des nouvelles techniques.

Des actions de consolidation des acquis devront être entreprises pour l'opérationnalisation des CSA déjà installés dans les autres Régions (validation de l'état des lieux du district, formation des membres du Comité de Pilotage...). Les CSA devraient donc être des utilisateurs des données du ROR pour illustrer leurs analyses. Ils pourraient être également des relais potentiels pour la diffusion des résultats du ROR.

En termes de financement interne, le programme CSA bénéficie du Programme d'investissement public pendant la phase de démarrage. Le déblocage du financement concrétise la volonté et l'engagement du Gouvernement sur le programme CSA et fait partie intégrante des axes stratégiques des défis de la révolution verte, engagement n°4 du MAP. Toutefois, le dispositif CSA est appelé pour être soutenu par le FDA (Fonds de Développement Agricole) prévu par le MAP en tant qu'outil financier pour le développement des services aux producteurs. Dès l'année 2009, certains bailleurs de fonds sont disposés à contribuer au financement de la mise en place des FRDA (Fonds Régional du Développement Agricole). Cette phase constitue un préalable pour la mise en place du FDA à l'échelle nationale.

### **2.1.6. SIRSA**

Le SIRSA (Système d'Information Rural et de Sécurité Alimentaires) est un dispositif devant rassembler, élargir et intégrer les différentes sources de données socio-économiques existantes, tout en améliorant leur qualité, aux fins suivantes :

- Assurer un rôle de vigilance sur les évolutions rapides susceptibles d'alerter les autorités publiques sur les risques d'apparition de crises conjoncturelles
- Assurer un suivi des évolutions lentes et servir d'outil d'aide à la décision, en appui aux autorités locales, régionales et nationales, pour le pilotage des opérations de développement rural et de sécurité alimentaire
- Appuyer le suivi-évaluation des interventions mises en œuvre dans la zone d'intervention

Le SIRSA permet donc d'augmenter l'accessibilité et la transparence de l'information, et de renforcer les capacités d'analyse ex-ante et d'évaluation d'impact, en appui aux autorités locales, régionales et nationales, ainsi qu'aux instances consultatives pour le pilotage des opérations de développement rural et de sécurité alimentaire.

Actuellement, le SIRSA est dans sa deuxième phase. La première a démarré en septembre 2004, avec une cellule d'assistance technique rattachée au secrétariat technique de l'EPP-PADR. Au niveau régional, les interventions du SIRSA concernent en priorité une assistance technique aux secrétariats techniques des Groupes de Travail de Développement Rural (GTDR) pour la mise en place de cellules d'information régionales opérationnelles. Pour assurer la permanence de ces activités, le SIRSA a placé un responsable régional en appui au secrétariat technique permanent de chaque GTDR qui sont chargés d'animer le réseau des

observateurs, de gérer les bases de données et d'assurer la diffusion adéquate des informations au niveau de leur région. La nouvelle orientation du SIRSA dans sa seconde phase l'a rattaché au niveau du MAEP, en l'occurrence auprès de la DSI.

Dans sa première phase, la méthodologie du dispositif SIRSA s'est caractérisée par deux grandes approches complémentaires qui s'appuient chacune sur des dispositifs de collecte d'informations spécifiques : un volet dédié en priorité à l'identification des situations de crises et des interventions conjoncturelles à court terme, et un volet visant à suivre des évolutions socio-économiques « lentes », dont l'objectif est d'orienter la planification des interventions de développement rural et de suivre l'impact de leur mise en œuvre. Les deux volets reposent sur deux grandes classes d'informations : informations pour le suivi périodique des productions, des consommations, de l'évolution des échanges et des stocks, et de l'évolution des conditions de vie des ménages, et informations de type structurel caractérisant de façon durable les modes de production, de distribution et de consommation mis en œuvre par les populations suivies.

Les informations conjoncturelles sont collectées au moyen de questionnaires communaux mensuels, remplis par des observateurs résidant dans chaque commune. Les informations de type structurel sont en revanche collectées lors d'une enquête de base. Certaines de ces informations font l'objet d'actualisations régulières, au moyen de questionnaires annuels. Le SIRSA I est intervenu dans 304 communes représentatives dans le sud du pays (sur 675 que compte la zone d'intervention). La zone d'intervention a couvert 9 régions (Haute-Matsiatra, Amoron'i Mania, Vatovavy-Fitovinany, Atsimo-Atsinanana, Ihorombe, Atsimo-Andrefana, Androy, Anosy et Menabe).

Le SIRSA I a répondu à l'objectif qui lui était assigné, même si la couverture est incomplète, ce qui a limité son utilité en tant qu'outil de suivi et d'évaluation de l'impact des interventions et donc de pilotage du PNDR. Ainsi, dans sa seconde phase, qui a démarré début 2009, le SIRSA prévoit d'assurer une couverture de l'ensemble du territoire malgache. L'intervention sera organisée autour de 6 résultats attendus :

- La mise en place d'un système d'information régional sur l'ensemble du pays et contribution pour alimenter le dispositif de suivi évaluation du PSA (système permanent de recueil de données, en vue de calculer les indicateurs liés au S/E du PSA avec une utilisation du dispositif officiel des autorités décentralisées)
- Le développement d'un entrepôt de données au niveau du MAEP, en cohérence avec les outils développés au niveau d'un entrepôt national INSTAT, pour intégrer l'ensemble de l'information liée au secteur agricole
- L'opérationnalisation d'un Système Intégré d'Aide à la Décision (SIAD) pour appuyer le suivi du PSA et des politiques sectorielles liées au développement rural, en cohérence avec les outils développés au niveau du SNISE
- La valorisation (exploitation approfondie de l'information et production d'outils d'aide à la décision) et la communication des informations
- La capitalisation des acquis du projet, et la mise à disposition pour le MAEP des compétences et méthodes pour gérer et exploiter le dispositif de suivi et de planification de la mise en œuvre du PSA
- La mise en conformité de la gestion technique, financière et administrative du projet aux procédures et à la législation en vigueur

## 2.2. Insertion institutionnelle du ROR

Sur le plan institutionnel, le ROR est inséré actuellement au niveau de la Primature, en l'occurrence l'EPP-PADR, alors qu'il était intégré auparavant au niveau du ministère en charge de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

Le ROR est un réseau multi-bailleurs et multi-opérateurs. Le fonctionnement de la cellule ROR est financé par l'Union Européenne (appui budgétaire), l'Agence Française de Développement (AFD), et la Banque Mondiale (PSDR). Ces mêmes partenaires techniques et financiers, ainsi que l'Inter coopération à travers le programme SAHA, le FIDA, la coopération Norvégienne par le biais du FIFAMANOR et QMM/Rio Tinto, financent les opérations de terrain et le personnel d'expertise (cf. tableau 1).

**Tableau 1. Financement et opérateurs des différents observatoires**

Observatoire	Région	Démarrage	Fin	Financement	Opérateur
Maroaloke	Androy	95	95	MADIO / EU (projet Relance du Sud)	Equilibre
Tuléar littoral	Atsimo-Andrefana	95	2001	MADIO / Coop.Fr	Mdio/Instat
Antalaha	Sava	95	2002	MADIO / Coop.Fr	Madio/Instat
Antsirabé	Vakinankaratra	95	05 (puis 07)	MADIO / Coop Fr., puis Fifamanor, puis Rural Struct (Bq M.)	Madio/Instat puis...
<b>Marovoay</b>	Boeni	95	-	MADIO puis UPDR / Coop. Fr - AFD	Majesty
Bekily	Androy	99	2001	GTZ (projet Sécurité alimentaire)	Projet Sécu alim.
Manjakandriana	Analamanga	99	2002	UPDR / Coop Fr - AFD	Majesty
Antsohihy	Sofia	99	2004	UE	FERT /Aratra
Tsiroanomandidy	Bongolava	99	2004	UE (projet Fert)	Aratra
<b>Tulear PSO</b>	Atsimo-Andrefana	99	-	UPDR / Coop.Fr - AFD	Majesty
<b>Ambatondrazaka</b>	Alaotra-Mangoro	99	2007	UPDR / Coop.Fr - AFD	Majesty
<b>Ambovombe</b>	Androy	99	-	UE / SIRSA	Somontsoy (ONG)
<b>Farafangana</b>	Atsimo-Antsinanana	99	-	UE / SIRSA	Agro-Action (All)
<b>Fenerive-Est</b>	Analanjirifo	99	-	UPDR / Coop.Fr - AFD	Matiadevy
Belo/Tsiribihy	Menabé	2000	2001	SAHA	Kilibé (ONG)
Fianarantsoa	Haute Matsiatra	2000	2002	SAHA	Instat
<b>Soavinandriana /Itasy</b>	Itasy	2000	-	SAHA	Fampita
<b>Mahanoro</b>	Antsinanana	2000	-	UPDR / Coop.Fr - AFD	Matiadevy
<b>Tsivory</b>	Androy	2002	-	FIDA (PHPM)	Kiumba
Tanandava	Atsimo-Andrefana	2003	2003	PRBM (projet réhabilitation Bamamboki)	Soft Care + INSTAT
<b>Manandriana</b>	Amoron'i Mania	2003	-	Coop Suisse (SAHA)	Fampita

<b>Morondava</b>	Menabe	2003	-	Coop Suisse (SAHA)	Fampita
<b>Ihosy</b>	Ihorombé	2005	-	UE / SIRSA	Prj Lalana (GTZ)
Taolagnaro	Anosy	2005	2008	QMM	Care
<b>Manakara</b>	Vatovavy Fitovinany	2005	-	UE / SIRSA	Inter-aide
<b>Ambohimahaso</b>	Haute Matsiatra	2005	-	UE / SIRSA	Matiadevy

NB : en gras, les observatoires fonctionnels en 2009.

### **2.3. Les atouts**

L'insertion du ROR au sein de la Primature suit la logique du PADR de prendre en compte de façon globale et concertée les différentes dimensions du développement rural. Le besoin d'un outil de suivi et d'analyse ne concerne donc pas seulement le secteur agricole, mais il est multisectoriel. L'insertion au sein de l'INSTAT (que l'on pourrait a priori considérer comme la plus naturelle, pour un dispositif destiné à produire des données et des analyses) s'étant avérée peu fructueuse, le rattachement à la Primature apparaît assez pertinent. Il devrait en principe permettre de toucher toutes les entités sectorielles concernées par le développement rural (toutefois dans les faits, si les interactions entre le ROR et le ministère de l'agriculture sont fréquentes, celles avec les autres secteurs sont beaucoup plus rares). Le CIOV du PADR est en effet composé des secrétariats généraux des différents ministères.

### **2.4. Les limites**

Le financement des activités du ROR, comme son fonctionnement, est actuellement pris en charge entièrement par les partenaires techniques et financiers à travers différents projets/programmes, ce qui limite sa pérennisation. Mis à part l'hébergement de la cellule ROR au niveau de l'EPP-PADR, l'Etat malgache ne participe pas encore au fonctionnement et à la mise en œuvre des activités du ROR. Ainsi, chaque observatoire est lié au financement d'un projet/programme, et l'arrêt d'un observatoire est intimement lié à aux priorités du bailleur concerné.

Pour le moment, le ROR est censé suivre la procédure propre à chaque partenaire technique et financier, ce qui alourdit énormément la gestion financière de la cellule.

Les requêtes de financement du ROR sont menées annuellement. De ce fait, il est difficile aux responsables de faire une prévision de longue durée. Par ailleurs, une partie de leur temps est allouée à des négociations et à élaborer des dossiers. Pourtant, la cellule n'a qu'un nombre très limité d'agents.

L'absence de statut de la cellule ROR ne lui permet pas de répondre à des manifestations d'intérêt ou à des appels à proposition, et encore moins à des réponses à des appels d'offres, et cela malgré la compétence de son personnel technique. En outre, certains partenaires techniques et financiers ne peuvent pas allouer un financement direct, ce qui les oblige à passer par l'EPP-PADR. Ce dernier demande ainsi à ce qu'une partie du financement contribue à son fonctionnement.

Par ailleurs, de par son positionnement institutionnel avec un ancrage au niveau de l'EPP-PADR, sa pérennisation n'est pas garantie. En effet, actuellement, l'avenir de l'EPP-PADR



est incertain malgré son utilité et la pertinence de son existence, et le financement pour le fonctionnement de l'EPP-PADR est de plus en plus aléatoire.

## **2.5. Recommandations**

### **2.5.1. Redéfinir les objectifs du ROR**

Tel que formulés dans la charte (annexe 3), les objectifs du ROR visent principalement une consolidation du dispositif, en vue d'améliorer l'information sur le milieu rural, sans préciser explicitement la finalité de cette information. L'objectif global du ROR devrait plus clairement faire mention d'une mission d'éclairage, d'aide à la décision et de suivi des politiques, au niveau national et régional. L'une des missions centrales à assigner à ce dispositif est en effet de fournir aux décideurs (politiques et bailleurs notamment) des éléments d'information et des indicateurs permettant d'évaluer l'impact ou les effets de mesures politiques prises sur le secteur rural, en particulier agricole, et d'identifier les dynamiques d'évolution (amélioration, stagnation ou régression) de la situation des ménages, tant au niveau national que régional. Deux principaux niveaux de décision sont ainsi à viser :

- l'aide à l'élaboration et au suivi des programmes sectoriels nationaux (en particulier sur les aspects agricoles) ;
- l'accompagnement de la décentralisation par un outil d'information régional.

Les objectifs spécifiques de la charte sont pertinents, mais certains compléments devraient y être apportés pour mieux s'harmoniser avec un objectif global plus finalisé sur de l'aide à la décision :

- (1) Consolidation du réseau d'observatoires ruraux. Pérennisation prioritaire des observatoires illustrant de façon caractéristique une palette des principales situations nationales. Prise en compte des disparités intra régionales dans le choix des sites.
- (2) Constitution d'une base de données sur les ménages ruraux. Echantillon non représentatifs (au sens statistique du terme) à l'échelle régionale ou nationale, mais plutôt illustrant avec précision des situations spécifiques. Positionnement de l'échantillon de ménages suivi par rapport aux échantillons des grandes enquêtes nationales.
- (3) Diffusion d'analyses et de résultats. Diffusion de résultats pour servir d'outils d'aide à la décision et de programmation, sous des formats synthétiques destinés aux décideurs.
- (4) Renforcement des capacités de collecte et d'analyse d'informations. Maintien de la démarche actuelle (utilisation de prestataires contractualisés) et renforcement des capacités régionales d'analyse, pouvant servir de relais tant dans la collecte que dans la valorisation des données.

### **2.5.2. Institutionnaliser le dispositif**

L'absence actuelle de statuts du ROR n'est pas viable à moyen terme. Afin que la Cellule puisse répondre aux appels d'offre ou à des appels à manifestation d'intérêt, il est indispensable d'institutionnaliser le dispositif. Différents types de statuts peuvent être envisagés (cf. tableau 2).

**Tableau 2. Les différents statuts envisageables pour le ROR**

Type de statuts	Avantages	Inconvénients	Observations
ONG agréée	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Autonomie de gestion</li> <li>- Peut recevoir une dotation financière de l'Etat</li> <li>- Facilité de la gestion financière</li> <li>- Autonomie de décision</li> <li>- Peut répondre à des appels d'offre ou appels à manifestation d'intérêt</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de lien organique avec les instances de décision publique (légitimité à entretenir par la compétence et les résultats)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les partenaires techniques et financiers du ROR peuvent être membres du conseil d'administration qui sera l'organe de pilotage</li> </ul>
EPIC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Autonomie de gestion</li> <li>- Peut recevoir une dotation financière de l'Etat</li> <li>- Reconnaissance officielle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Obligation d'utilisation du plan comptable général</li> <li>- Obligation de se mettre sous tutelle d'un ministère (avec le risque de mise à l'écart par les autres ministères)</li> <li>- Nomination du responsable par le ministère (haut emploi de l'Etat) et risque de déperdition de l'autonomie de décision</li> </ul>	
Service administratif	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Peut bénéficier d'un financement de l'Etat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Obligation de suivre la procédure administrative, d'où risque d'alourdir le fonctionnement</li> <li>- Pas d'autonomie de décision (réduction de l'indépendance intellectuelle)</li> <li>- Perte d'autonomie de fonctionnement</li> <li>- Grille de salaire peut être attractive ; risque de « fuite » du capital humain</li> </ul>	-

Plusieurs facteurs sont à considérer : la souplesse de gestion, la capacité à bénéficier de différentes formes de financements, l'indépendance intellectuelle, la légitimité, la capacité à attirer et conserver des ressources humaines de qualité.

Un rapprochement (via un statut d'EPIC), voir une intégration du ROR dans des structures publiques serait la marque d'une reconnaissance officielle de l'utilité du dispositif. Mais il risquerait d'alourdir considérablement le fonctionnement par des procédures administratives (sans qu'un engagement budgétaire ne soit pour autant garanti pour assurer la viabilité du dispositif). Un statut privé (ONG) permettrait en revanche de garantir une grande souplesse et une autonomie de fonctionnement.

Par ailleurs, l'information constitue un enjeu politique fort et des pressions peuvent être exercées par la puissance publique sur la diffusion de certains chiffres. A cet égard, il est important que le ROR puisse disposer d'une grande indépendance d'expression, ce en quoi un statut de type privé est plus favorable.

Un statut d'ONG n'exclut pas un soutien de l'Etat (sous la forme de subvention, de mise à disposition de fonctionnaire...), ou de bénéficier d'aide budgétaire allouée à des programmes sectoriels. Au delà des agréments qui peuvent être délivrés par les services de coordination des ONG au niveau des ministères, la légitimité du ROR doit continuer à se baser sur la qualité de ses résultats et sa capacité à les communiquer.

Les débats menés au cours de l'atelier de restitution des résultats provisoires de l'évaluation (19 juin 2009) ont fait ressortir un intérêt dominant des participants pour le statut d'ONG. En effet, ce type de statut permettrait au ROR d'avoir une certaine autonomie, tant de gestion que de décision, de répondre à des sollicitations des partenaires techniques et financiers, de faciliter les relations avec les autres institutions, et aussi de bénéficier d'un appui budgétaire de l'Etat. La mission recommande ce type de statut qui offre le plus de souplesse. L'exemple du CSA, avec un cofinancement de l'Union Européenne, du FIDA et du Gouvernement malgache, semble plutôt probant en ce sens.

Pour ce qui est du positionnement du ROR à l'EPP/PADR, la confusion de la situation politique de l'année 2009 ne permet pas de prendre une position ferme. Toutefois, bien que la pertinence de disposer d'un espace de réflexion intersectoriel sur le développement rural tel que l'EPP/PADR soit indéniable, force est de constater que le fonctionnement politique national reste segmenté. Dans un tel contexte, même si le ROR a tout intérêt à préserver une approche large des ménages ruraux, du fait de la force analytique que cela lui confère, il ne peut accompagner une réflexion intersectorielle si elle n'est pas portée au niveau national.

### **2.5.3. Constituer un noyau d'expertise**

Le ROR bénéficie actuellement en son sein d'un noyau compétent d'expertise. Il n'est pas certes suffisant pour traiter toutes les thématiques, mais il dispose d'atouts considérables compte tenu de la richesse des données produites et de sa capacité d'analyse. Au-delà des productions régulières de documents d'analyse, cette expertise pourrait être également mobilisée pour la réponse à des appels d'offre ou pour participer à des appels à proposition. A condition de disposer d'un status qui le permette, ceci pourrait constituer une part d'autofinancement de la Cellule.

### **2.5.4. S'inscrire dans la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS)**

L'intégration du ROR dans la SNDS doit être soutenue. Certes, la SNDS n'est encore ni fonctionnelle ni opérationnelle. Mais le ROR peut jouer un rôle stratégique, en particulier pour l'objectif stratégique C-1 « satisfaction des besoins régionaux en matière de données statistiques ». Vu la faiblesse des données en possession des Régions pour piloter le développement économique de leur territoire, le ROR devra mettre à disposition des responsables régionaux des données et informations pour servir d'outils d'aide à la décision pour la politique régionale.

### **2.5.5. Disposer d'un relais régional**

Les GTDR pouvaient constituer des relais appropriés (multisectoriel et différents types d'acteurs privés/publique), mais leur avenir semble actuellement très incertain. Leur financement par les partenaires techniques et financiers a pris fin, et le personnel salarié des GTDR a dû être remercié faute de ressource financière.

Les Régions, en particulier leur service d'information régional, pourraient devenir des partenaires privilégiés du ROR. En effet, ces services ont pour mission de capitaliser les informations produites par les différentes administrations déconcentrées. Nombre de régions sont ainsi en train de monter des systèmes d'information régionaux intégrés et disposent actuellement de matériel et d'une certaine compétence en matière de gestion de l'information. En outre, la Région, en tant que service technique déconcentré, peut très bien dispatcher les données au niveau des autres services déconcentrés.

Les CSA, bien que n'ayant pas une vocation de dispatching des données et informations auprès des autres utilisateurs que le monde paysan, les opérateurs et les organisations professionnelles, pourraient également être mobilisés en tant que relais régional.

### **2.5.6. Coordonner les bailleurs et les modes de financement**

Afin de planifier les activités et pour que le personnel de la Cellule ROR ne perde pas trop d'énergie dans la recherche de financement, il est proposé que la contribution des partenaires se fasse sur des engagements financiers pluriannuels. Actuellement, le financement est lié à un observatoire qui intéresse le partenaire, et les disparités au niveau de chaque région ne sont pas toujours considérées car le partenaire exige que les enquêtes se fassent dans sa zone d'intervention. Or, cette démarche ne favorise pas l'illustration de la diversité d'une région. De plus, elle peut induire des changements des sites lorsque le bailleur d'un observatoire change, ce qui ne permet plus d'analyser les changements dans la durée<sup>2</sup>. Il est alors proposé que le financement se fasse de façon globale. Certes, le partenaire peut toujours demander à ce que le ROR intervienne dans sa zone d'intervention, mais à ce dernier de négocier pour que le financement couvre la diversité de la région sans qu'il y ait toujours un surplus de coût. L'idéal serait de disposer d'une sorte de basket fund, mais cette proposition rencontre encore des difficultés liées aux procédures propres à chaque partenaire technique et financier.

Par ailleurs, l'Etat malgache devra être en mesure de contribuer financièrement au fonctionnement de la cellule ROR et aux enquêtes. En effet, le suivi sur une longue période d'une frange de ménages n'intéresse pas toujours les partenaires techniques et financiers, car cet aspect répond plutôt à une logique de recherche et de mesure d'impacts de la politique menée. Or, les partenaires s'intéressent plutôt aux mesures d'impacts de la mise en œuvre de leurs interventions.

Pour illustrer la diversité de la région, et si le partenaire ne souhaite pas financer la totalité des sites, il est possible de procéder à un cofinancement. Cette démarche devrait permettre d'étudier plus de sites. Cependant, un manuel de procédure devra être élaboré.

## **3. LE DISPOSITIF D'OBSERVATION**

### ***3.1. Une méthodologie privilégiant une observation de proximité***

#### **3.1.1. Une extension de la couverture géographique**

La couverture géographique du ROR s'est très nettement étendue par rapport à celle de Madio. Depuis 1999, certains observatoires ont été créés et d'autres ont été abandonnés suite à la fermeture de certains projets/programmes ou à l'évolution des priorités des bailleurs (cf. tableau 3 et encadré 1). Mais l'objectif demeure d'illustrer les différentes situations nationales et non d'atteindre la représentativité statistique.

---

<sup>2</sup> Dans le cas de l'observatoire d'Antsirabe par exemple, chaque changement de bailleur s'est traduit par des changements de sites. Aussi, bien qu'il s'agisse de l'un des observatoires les plus anciens, on ne peut y réaliser d'analyse de long terme, compte tenu des changements de l'échantillon.

## **Encadré 1. Les raisons de l'arrêt des observatoires**

A la fin du projet Madio, 2 observatoires ont été arrêtés (Tuléar Littoral et Antalaha), la priorité de la Coopération Française allant alors aux nouveaux observatoires démarrés en 1999 (Tuléar PSO, Ambatondrazaka, Fenerive-Est) et en 2000 (Mahanoro).

Deux observatoires financés par l'Union Européenne en 1999 ont été arrêtés en 2005 (Antsohihy et Tsiroanomandidy), la priorité du bailleur étant alors la sécurité alimentaire, avec le démarrage de 3 nouveaux observatoires dans le sud (Ihosa, Manakara, Ambohimaso), en accompagnement du SIRSA.

Pour Bekily, l'observatoire a été arrêté avec la fin du projet Sécurité alimentaire financé par la GTZ (Tsivory, qui a démarré l'année suivante, a couvert une zone proche ; il a lui même été arrêté à la fin du projet PRBM ).

Pour Belo et Fianarantsoa, tous deux financés par le projet SAHA, les sites d'observation ont été déplacés en 2003 (respectivement vers Morandava et Manadriana), tout en restant dans les mêmes régions, pour couvrir des zones plus directement concernées par le projet.

L'observatoire d'Antsirabe a été arrêté du fait du retrait progressif de la coopération norvégienne, réduisant de ce fait les moyens de Fifamanor, qui n'a pu jugé prioritaire de poursuivre ces enquêtes. Il a été ponctuellement réactivé en 2007 dans le cadre de l'étude Rural Struct (Banque Mondiale).

A Fort Dauphin, la campagne 2008 n'a pas été effectuée, d'une part du fait d'un problème de gestion interne à QMM, qui a conduit des retards des paiements de la campagne précédente. D'autre part du fait d'une lassitude de l'opérateur, liée aux difficultés pour trouver du personnel compétent et du peu d'intérêt pour les résultats manifesté par le financeur.

L'observatoire de plus éphémère a été celui de Tanandava, qui n'a fonctionné qu'une année. Il s'agissait d'une demande de projet en phase de démarrage, désireux de mieux connaître sa zone ; l'opérateur n'ayant pas donné satisfaction, le financeur n'a pas souhaité poursuivre.

**Tableau 3. Evolution du nombre et de la répartition géographique des observatoires**

Observatoire	Région	Principales cultures	Années de mise en œuvre													
			95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08
Maroaloke	Androy															
Tuléar littoral	Atsimo-Andrefana	Fruits, légumes, lait														
Antalaha	Sava	Vanille, riz														
Antsirabé	Vakinankaratra	Pêche														
<b>Marovoay</b>	Boeni	Riz, maïs, manioc > 55%														
Bekily	Androy	Manioc, patate douce et maïs														
Manjakandriana	Analamanga	Riz														
Antsohihy	Sofia	Manioc, patate, maïs/sorgho														
Tsiroanomandidy	Bongolava	Riz														
<b>Tulear PSO</b>	Atsimo-Andrefana	Manioc, patate, maïs														
<b>Ambatondrazaka</b>	Alaotra-Mangoro	Riz, patate, manioc, café														
<b>Ambovombe</b>	Androy	Riz, manioc, girofle, litchi, fruit à pain														
<b>Farafangana</b>	Atsimo-Antsinanana	Riz, culture de contre saison														
<b>Fenerive-Est</b>	Analanjorofo	Culture pluviale														
Belo/Tsiribihy	Menabe	Riz, légumes secs														
Fianarantsoa	Haute Matsiatra	Riz, culture de contre saison														
<b>Soavinandriana/Itasy</b>	Itasy	Riz, manioc, fruit à pain														
<b>Mahanoro</b>	Antsinanana	Riz, manioc, maïs, pdt, haricot														

<b>Tsivory</b>	Androy	Manioc														
Tanandava	Atsimo-Andrefana	Riz, manioc, haricot, patate, pêche, brèdes														
<b>Manandriana</b>	Amoron'i Mania	zone riz / zone vivrier autres														
<b>Morondava</b>	Menabe	Riz														
<b>Ihosa</b>	Ihorombé	Riz, manioc														
Taolagnaro	Anosy	Riz, patate, manioc, haricot, brèdes														
<b>Manakara</b>	Vatovavy Fitovinany	Riz, cultures de rente														
<b>Ambohimahaso</b>	Haute Matsiatra	Manioc														
<b>TOTAL</b>			<b>5</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>13</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>14</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>16</b>	<b>13</b>

### **3.1.2. Un choix de sites lié aux priorités des bailleurs**

Le choix des sites s'effectue de façon raisonnée, en concertation entre le bailleur, la cellule ROR et l'opérateur. Dans les faits, il est souvent déterminé par les zones d'intervention des projets financés par les bailleurs (des sites interventions du projet étant comparés à des sites hors projet, ou des ménages bénéficiaires d'un site donné aux ménages non bénéficiaires), qui veulent d'une part mieux connaître leurs zones d'intervention, d'autre part apprécier l'impact de leurs actions.

Dans la plupart des observatoires, on compte 3 à 5 sites d'enquête. Deux observatoires se distinguent avec 9 et 10 sites (Manakara et Fort Dauphin). A Manakara, l'opérateur (Interaide) intervient dans des actions de développement et voulait avoir une plus large couverture. Le cas de Fort Dauphin est intéressant car le nombre important de sites est lié à la volonté conjointe de QMM (le bailleur) de suivre ses zones d'interventions, de CARE (l'opérateur), et de la région (impliquée ici comme intermédiaire dans le montage financier) d'avoir une couverture régionale aussi large que possible.

### **3.1.3. Un taux d'échantillonnage très élevé par site**

Le type d'échantillonnage pratiqué par le ROR ; issu la méthodologie de MADIO, vise d'une part le contrôle de la qualité de la collecte de données (tout en maintenant des coûts raisonnables), d'autre part une connaissance fine sur des espaces limités, choisis de façon raisonnée (Droy et al, 2000). Environ 500 ménages sont enquêtés par observatoire, répartis sur les différents sites. Le taux d'échantillonnages est de ce fait très élevé : il avoisine souvent 50% des ménages, voire plus, pour un site donné. Sur chaque site, le panel de ménages a été tiré au hasard lors de la première année de l'enquête. Chaque année, du fait de la mobilité, des décès, de refus de répondre, 5 à 10% des ménages sont renouvelés, toujours sur la base d'un tirage aléatoire.

Les sites peuvent être des fokontany ou des hameaux, mais sont d'une étendue suffisamment limitée pour que le groupe d'enquêteurs puisse se déplacer à pied et que les superviseurs puissent chaque soir revoir les questionnaires remplis au cours de la journée.

### **3.1.4. Un questionnaire très riche**

Les enquêtes du dispositif ROR comportent plusieurs modules, rendant comptes des divers aspects des ménages (Rasolofo, 2005)<sup>3</sup>:

- appréhender l'aspect démographique et social du milieu rural avec des modules renseignant entre autres sur la composition du ménage, les activités principales et secondaires, le niveau d'éducation, les migrations, la vie associative, le capital social,...
- suivre l'évolution des conditions de vie des ménages avec des modules renseignant sur les niveaux de vie, les transferts ou les modes d'épargne et emprunts,...

---

<sup>3</sup> RASOLOFO, 2005 . Le Réseau des Observatoires Ruraux : un système d'information pour le suivi annuel des mutations socio-économiques en milieu rural. Coll. FOFOFA/SCAC « Changements induits dans les campagnes malgaches par l'évolution des prix des produits agricoles », 6-7 dec 2005, Antananarivo, 10 p.



- évaluer les facteurs de production à disposition des ménages et évaluer la production agricole avec des modules renseignant sur le capital foncier, les niveaux d'utilisation d'inputs agricoles, les performances agricoles et d'élevage avec les destinations primaires des productions et les revenus correspondants,...
- suivre l'évolution de la pauvreté et de la vulnérabilité à travers des modules traitant notamment des dépenses domestiques, d'exploitation et d'investissement du ménage et de sa situation alimentaire.

D'année en année, de nouveaux thèmes sont apparus et les questions des thèmes initiaux se sont enrichies. Les principaux ajouts ou enrichissements concernent :

- la disponibilité alimentaire ;
- les dégâts et catastrophes naturelles ;
- l'hygiène ;
- les pratiques périnatales, et la santé du jeune enfant et de la mère.

Ainsi, de 10 pages en 2000, le questionnaire a atteint 16 pages en 2008, soit environ un millier de variables !

Le questionnaire « ménage » est complété par une enquête communautaire, qui fournit :

- des informations générales (caractérisation de la région, localisation et caractérisation physique et économique des sites),
- des informations structurelles et les éléments conjoncturels sur les différents aspects de la vie de la collectivité (campagne agricole, environnement social et culturel, santé, éducation, sécurité, appui au développement et OP, prix des produits)
- les aspects méthodologiques des enquêtes.

### **3.1.5. La sous-traitance aux opérateurs de terrain, supervisés par la cellule**

La collecte des données et l'analyse des résultats au niveau régional sont assurées par des prestataires. Une fois les sites choisis, en concertation avec le bailleur et la Cellule, le prestataire est responsable de tout le dispositif de collecte. Les enquêtes sont effectuées site par site. L'ensemble de l'équipe (1 à 12 d'enquêteurs et 2 à 3 superviseurs) est hébergé dans le village et travaille conjointement dans la localité. La collecte commence chaque année par le dénombrement de l'ensemble des ménages du site. Si nécessaire, le panel est complété par de nouveaux ménages, tirés au hasard (en cas de décès, de départ, de refus). Les superviseurs relisent les questionnaires remplis et revoient chaque soir avec les enquêteurs les éventuelles incohérences (les enquêteurs retournent ensuite si besoin voir les enquêtés pour corriger les erreurs). Les enquêtes communautaires sont effectuées par les superviseurs, parallèlement aux enquêtes de ménage. Deux missions de 5 jours (ou 1 mission d'une dizaine de jours pour les observatoires les plus éloignés) sont effectuées par un membre de la cellule au cours de la campagne, afin de s'assurer du bon déroulement des enquêtes.

Une fois la collecte de données achevée, le prestataire transmet les fiches d'enquêtes à la cellule. La saisie est effectuée de façon centralisée à Antananarivo, par un seul prestataire, qui

assure cette fonction depuis le démarrage du ROR<sup>4</sup>. Le prestataire, sur la base d'un guide fourni par la cellule, effectue des tests de cohérence et un apurement des bases, observatoire par observatoire. Un listing des données incohérentes est envoyé aux superviseurs concernés, qui se chargent de corriger les erreurs en revenant sur les questionnaires (voire aux données de l'année précédente).

Dès que les données d'un observatoire ont été vérifiées et apurées, elles sont renvoyées à l'opérateur, qui se charge de leur traitement, de l'analyse et de la rédaction des rapports régionaux (un rapport sur les ménages et un rapport sur les enquêtes communautaires).

Les prestataires sont également chargés d'organiser la restitution des résultats, au niveau régional et au niveau des sites.

En 2008, 8 opérateurs ont été mobilisés. Ils ont tous déjà travaillé avec le ROR, depuis plusieurs années (1999 à 2005, selon les cas). Les opérateurs sont retenus sur une base d'appel d'offre, conformément aux procédures requises par les bailleurs. Toutefois, dans la plupart des cas, les mêmes ont été retenus d'une année sur l'autre. Lorsque des dysfonctionnements sont apparus, ils ont plutôt conduit à revoir les méthodes de travail ou à changer le personnel mobilisé par les prestataires (superviseurs et enquêteurs) qu'à éliminer un prestataire. La position de la cellule sur ce point semble pertinente : compte tenu du temps d'apprentissage nécessaire pour maîtriser correctement la chaîne de production d'information, il est plus efficace de demander à un prestataire d'améliorer son mode de fonctionnement que de tout recommencer avec un nouvel interlocuteur.

## **3.2. Les atouts du dispositif d'observation**

### **3.2.1. Des enquêtes annuelles depuis 10 ans (voire 14 ans)**

La continuité du dispositif constitue l'un des atouts majeur du ROR. Même si de nouvelles questions ont été introduites, le corps du questionnaire et les méthodes d'analyse sont restées constantes depuis 10 ans. Pour 7 observatoires, on dispose ainsi d'un suivi annuel depuis 1999 ; pour 2 d'entre eux, initié par MADIO (Antsirabe et Marovoay), les données disponibles remontent même à 1995. Même s'il y a eu un renouvellement important des ménages enquêtés sur l'ensemble de la période (dû aux migrations, aux décès, aux refus...), l'échantillon enquêté permet de suivre l'évolution des principaux indicateurs.

Cette répétition annuelle des enquêtes permet d'avoir d'une part une appréciation rapide de l'impact d'un projet, d'un politique, d'un choc climatique, d'une crise politique, d'autre part d'analyser des tendances sur plusieurs années. Les informations produites par le ROR peuvent en ce sens constituer des outils de suivi-évaluation et d'aide à la décision précieux pour les décideurs, aux niveaux régional et national.

### **3.2.2. Une vision globale des ménages ruraux**

La dimension multisectorielle des informations collectées permet d'analyser les ménages sous leurs différentes facettes (économiques et sociales). Les relations entre différents aspects des

---

<sup>4</sup> En 2003 la saisie a été effectuée par l'INSTAT, l'UPDR (auquel le ROR était alors rattaché) étant soucieux de collaborer avec les institutions publiques. Mais suite aux problèmes de qualité de la saisie, le prestataire a été repris l'année suivante.

conditions de vie des ménages peuvent ainsi être mises en lumière et l'impact de l'amélioration ou la dégradation d'une des dimensions sur d'autres analysés. Ces quelques exemple de publications issues des données du ROR en sont l'illustration : « Accès au capital, crédit, accès au foncier et pauvreté rurale à Madagascar », Rasoloarion et al. 2001 ; « Insécurité rurale, gestion des risques et pauvreté rurale, Rakotovao, 2001 ; « Risque climatique et vulnérabilité alimentaire dans le Sud de Madagascar », Bidou et al, 2006 ; « Analyse des effets des chocs agricoles imputables aux aléas climatiques sur le travail des enfants », Bhukuth et al., 2008.

### **3.2.3. Des procédures rôdées de supervision et de coordination**

Le type d'échantillonnage adopté par le ROR (et dès les premiers observatoires de Madio) permet un suivi rapproché du travail des enquêteurs, ce qui fait généralement défaut dans les enquêtes nationales à échantillonnage représentatif, beaucoup plus dispersées dans l'espace. Les superviseurs sont quotidiennement en contact avec les enquêteurs et peuvent suivre leur travail de près.

Le contrôle de qualité des données par la cellule et les retours aux prestataires lorsque des corrections sont nécessaires, permet d'obtenir des bases de données cohérentes.

### **3.2.4. Un dispositif très complémentaire par rapport aux autres sources d'informations sur le milieu rural**

Les données statistiques de qualité sur le milieu rural font défaut au niveau national, comme dans beaucoup de pays à faible revenus.

Le tableau 4 dresse l'inventaire des principales enquêtes et systèmes d'information qui concernent (du moins en partie) le monde rural et en donne les grandes caractéristiques.

En matière de données générales exhaustives, les deux sources principales sont le recensement démographique (RGPH) déjà ancien (1993) et la cartographie censitaire. Un nouveau recensement devait être fait en 2009 mais il est actuellement bloqué par la situation politique. La cartographie censitaire, tout récemment achevée, fournit des informations géo-référencées sur les infrastructures de base, et une série d'indicateurs généraux au niveau des Fokontany, mais n'est pas facilement accessible.

Au niveau des collectivités, des informations multisectorielles sont fournies par les monographies de communes du Recensement agricole (2004/05). Toutes les communes rurales sont couvertes, mais les données sous forme de fiches par communes, sont difficilement exploitables, étant sous la forme de fiches par commune et non de base de données. Des enquêtes communautaires ont également effectuées dans le cadre de l'EPM (2005) ; elles concernent les zones dans lesquelles les enquêtes ménages ont été menées (soit 12 à 16 localités<sup>5</sup> par région en milieu rural) et couvrent un domaine vaste, mais elles n'ont pas été réellement exploitées. Une vaste enquête a été faite en 2001 par Cornell University et le FOFIFA à l'échelle des communes, de façon quasi exhaustive.

---

<sup>5</sup> Les localités correspondent au Zones de Dénombrement du RGPH, soit un regroupement d'habitations. Elles sont d'une échelle comparable au fokontany mais on peut trouver plusieurs ZD dans un fokontany ou contraire plusieurs fokontany dans une ZD.

Pour ce qui est du niveau « ménage », le Recensement de l'Agriculture (RA) constitue la source de référence pour le secteur rural. Mais 20 ans ont séparé les 2 derniers recensements et les rapports du RA 2004/05, finalisés fin 2007, ne sont pas encore diffusés. Par ailleurs, le RA rend très peu compte des activités extra-agricoles des ménages, ce qui ne permet pas une bonne compréhension du fonctionnement de l'économie familiale. De plus, le RA ne permet pas de faire ressortir la diversité des situations locales, l'échantillon n'étant pas représentatif en dessous de l'échelle du district<sup>6</sup>. L'Enquête Périodique auprès des Ménages (EPM) est celle qui se rapproche le plus du ROR, prenant en compte les ménages dans leurs diverses dimensions économiques et sociales, avec un échantillon de taille comparable. Mais l'échantillonnage de l'EPM est conçu pour être représentatif au niveau régional et masque de ce fait les hétérogénéités intra-régionales. Si sa fréquence est nettement plus élevée que celle du recensement national, la dernière EPM date de 2005.

Les statistiques agricoles annuelles fournissent par ailleurs des indicateurs de base en termes de surface, de rendements et de production, mais aucun annuaire n'est sorti depuis 2005.

Par ailleurs, au-delà des problèmes de fréquence trop irrégulière, les données de statistiques nationales souffrent d'un manque de fiabilité.

D'un point de vue du coût, la comparaison peut-être faite entre l'EPM et le ROR. La taille des échantillons est du même ordre de grandeur et il s'agit dans les deux cas d'enquêtes auprès des ménages, complétées par des enquêtes communautaires. La dernière EPM a coûté 400 000 eur. Le coût annuel du ROR s'élève actuellement à environ 210 000 eur (pour 15 observatoires), pour une production de résultats plus rapide et diversifiée. Dans l'hypothèse de couvrir les 22 régions, le coût total du ROR peut être estimé à 310 000 eur, ce qui reste encore inférieur au coût d'une EPM.

A une autre échelle, le dernier Recensement de l'Agriculture a coûté 1 670 000 eur, ce qui ne peut être reproduit avec une fréquence annuelle.

Le dispositif du ROR apparaît ainsi unique en termes d'échelle d'observation (le ménage), de fréquence (annuelle), de fiabilité des données (que permet le dispositif rapproché de supervision) et de délai de production de résultats (un an au plus après la fin de la période considérée).

---

<sup>6</sup> Les enquêtes ont porté sur 6635 fokontany, mais compte tenu du mode d'échantillonnage, le nombre de ménages par fokontany n'est pas suffisant pour être représentatif (moyenne de 11 ménages par fokontany, avec dans 25% des cas moins de 8 ménages).

**Tableau 4. Caractéristiques des principales enquêtes et bases de données sur le secteur rural**

	Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH)	Cartographie censitaire	Enquête périodique auprès des ménages 2005 (EPM)	Enquête communautaire 2005 (EPM)	Recensement des communes	Enquêtes nationales démographiques et sanitaires (EDS)	Multiple Indicators Cluster Survey (MICS)	Recensement de l'agriculture 2004/05 (RA)	Monographie des communes (RA 2004/05)	Annuaire agricole	Système d'information rurale et de sécurité alimentaire	Réseau des observatoires ruraux
<b>Institution</b>	INSTAT	INSTAT	INSTAT	INSTAT	ILO Cornell / FOFIFA	CNRE	UNICEF	MAEP / DIS	MAEP / DIS	MAEP / DSI	SIRSA	ROR
<b>Date de la dernière enquête</b>	1993	2007-2008	2005	2005	2001	2004	2000 (le plus récent ?)	2004/05	2004/06	2005	2008	2009
<b>Fréquence (précédent)</b>		première	1 à 4 ans (93, 97, 99, 01, 02, 04, 05)	2 à 4 ans (93, 97, 99, 01, 02, 04, 05)	unique	4-5 ans (92, 97, 04, 08-09 en cours)	5 ans	précédent : 1984		irrégulier (00, 03, 04)	mensuel à annuel (selon les informations)	annuel
<b>Unité d'observation</b>	Ménages	Localités (ZD)	Ménages	Localités (ZD)	Communes	Ménages	Ménages	Ménages	Communes	Multiples	Communes	Ménages
<b>Echantillon</b>	Exhaustif	Exhaustif	11 781 ménages (dont 5 901 ruraux)	561 localités (ZD), dont 281 rurales	Exhaustif (1 381 communes sur 1 391)	7 171 ménages	6 500 ménages	51 214 ménages (2005) ; 3 000 ménages (1984)	Exhaustif (communes rurales)		200 communes	8247 ménages (2007) - 15 à 17 régions
<b>Méthode d'échantillonnage</b>			Tirage à 2 degrés et 2 strates (urbain/rural) par région : 12 à 15 ZD urb. + 12 à 15 ZD rural/région ; 21 ménages / ZD	12 à 15 ZD urb. + 12 à 15 ZD rural par région		Tirage à 2 degrés		Tirage à 2 degrés par district (fonkontany (30%) puis ménages (7%))			Choix raisonné	Choix raisonné

Indicateurs	indicateurs démographiques (+ projection jusqu'à 2023), IDH	géoréférencement, infrastructures, équipements collectifs et services	démographie, santé, éducation, emploi, habitat, avoirs, activités productives, transferts, niveau de vie / vulnérabilité, dépenses	infrastructures, services, agriculture, vulnérabilité, priorités, sécurité, transport	infrastructures, transport, sécurité alimentaire, agriculture et élevage, environnement, budget communal	santé, mortalité femmes et enfants, taux de fécondité, santé reproductive	Mortalité infantile et maternelle, santé de l'enfant, malnutrition, maltraitance, éducation, planning familiale	démographie, superficies et productions agricoles, élevage, forêts, intrants/mat. agricole, prix, imp./exp., financement	population, infrastructures, services, eau, électricité, projets, cheptel, pêche, cultures, autres act. productives, commerce	population, surface, production, conso intrants, crédit, prix producteurs, import/export	pluviométrie, cultures, élevage, disponibilité et prix alimentaires, habitudes alimentaires, mouvements de populations	démographie, éducation, santé, capital social, niveau de vie, épargne/emprunts, foncier, activités agricoles, élevage et autres, dépenses, sécurité alimentaires
-------------	---	---	--	---	--	---	---	--	---	--	--	--

### **3.2.5. Un cadrage des résultats ménages par des enquêtes communautaires**

L'enquête communautaire constitue un complément utile à l'enquête ménage, dans la mesure où elle permet de contextualiser les résultats par ménage et d'expliquer certaines des évolutions constatées.

### **3.2.6. La capacité à intégrer de nouvelles thématiques**

En fonction des demandes de ses interlocuteurs (notamment ses partenaires financiers), ou bien de sa propre initiative (en fonction de préoccupations émergentes dans le débat national), le ROR a développé de nouvelles thématiques et élargi ses compétences :

- en 2002, des questions sur l'impact de la crise politique ont été posées ;
- en 2003, la bonne gouvernance et l'appréciation qualitative du niveau de vie des ménages ont été introduites ;
- en 2006, la thématique « santé maternelle et infantile » a été introduite, dans le cadre d'une collaboration avec l'UNICEF ; elle s'est assorti du renforcement de l'équipe par une chargée d'étude pour les questions sociales ;
- en 2007, cette nouvelle thématique a été complétée par un module sur l'hygiène et l'utilisation de moustiquaires ;
- en 2007, dans le cadre de l'étude Rural Struct (Banque Mondiale et CIRAD), toute une série de questions complémentaires ont été introduites pour 1 année dans les 4 observatoires concernés par cette étude<sup>7</sup>.

### **3.2.7. Un outil de réflexion pour les ménages lors des enquêtes**

Un autre intérêt de l'approche du ROR, a priori insoupçonné, est de fournir un outil de réflexion pour les ménages enquêtés eux mêmes. Parmi les enquêtés rencontrés par la mission, plusieurs ont déclaré être intéressés par la visite des enquêteurs, car il s'agit pour eux des seuls moments de réflexion sur leurs activités et sur leurs conditions de vie. Pour ces ménages, ces enquêtes annuelles sont stimulantes.

---

<sup>7</sup> Migrants et transferts des migrants ; départ des enfants et souhaits pour leur avenir ; matériel et équipement ; encadrement technique et vulgarisation ; précisions sur les cultures associées et les cultures pérennes ; précisions sur la commercialisation, les relations avec les acheteurs et la qualité, concernant les produits végétaux et les produits d'élevage ; précisions sur l'habitat, le foncier, la main-d'œuvre, la sécurité alimentaire ; trajectoire du ménage.

### **3.3. Les limites du dispositif d'observation**

#### **3.3.1. La non-prise en compte de la diversité intra-régionale**

Les critères de choix des sites, déterminés en grande partie en fonction des zones d'intervention des bailleurs, ont conduit dans la plupart des cas à limiter les sites d'observation à quelques zones de chaque région, qui n'illustrent pas la diversité régionale.

Cette limite est celle qui a été le plus souvent citée par les responsables des services régionaux rencontrés par la mission, même par ceux qui ont déclaré utiliser les résultats du ROR comme l'une de leurs premières sources d'information.

#### **3.3.2. Un questionnaire lourd, à un seul passage**

Le questionnaire s'est alourdi au fur et à mesure que de nouveaux thèmes ont été abordés. Avec ses 18 pages, c'est aujourd'hui un questionnaire très long, que les enquêteurs mettent au moins 2 heures à administrer. Il est très difficile pour un enquêté comme pour un enquêteur de rester concentré durant tant de temps, ce qui ne peut que nuire à la qualité des données collectées.

D'après les enquêtés rencontrés, les questions qui leur posent le plus de problèmes sont celles relatives aux dépenses du ménage, qu'ils ont beaucoup de mal à reconstituer sur une période de 12 mois. Certains ménages ont également du mal à évaluer l'autoconsommation (surtout pour la période d'abondance où « on se sert dans les stocks sans mesurer » nous explique un enquêté).

Les enquêtes déclaratives posent également problème pour ce qui est des estimations de surface et de récolte. Ce sont d'ailleurs les principaux points d'achoppement avec les DRDR, dont les estimations de rendements sont basées sur des carrés de rendements.

#### **3.3.3. Une collaboration limitée avec les autres dispositifs statistiques régionaux**

Les équipes d'enquêteurs fonctionnent de façon totalement indépendante des institutions régionales et il n'y a pas de réelle collaboration avec des dispositifs statistiques des DRDR ou des régions. Les superviseurs viennent récupérer une fois par an les données statistiques régionales, les services régionaux sont invités aux restitutions annuelles, mais les échanges se limitent souvent à cela. Les difficultés proviennent notamment du fait que les méthodes sont différentes (notamment pour des estimations de production agricoles et de rendements) et que le ROR ne s'intéresse qu'à quelques sites particuliers.

#### **3.3.4. Des limites propres aux panels**

Si l'approche panel présente l'intérêt de réellement appréhender les changements, dans la mesure où il s'agit des mêmes ménages d'une année sur l'autre, elle comporte également des limites dans le cas d'un suivi à long terme :

- de nouveaux ménages devant être introduits chaque année pour remplacer les décédés, les migrations ou les refus, la taille du panel se réduit d'année en année<sup>8</sup> ;

---

<sup>8</sup> Pour MADIO, sur un échantillon total de 2208 ménages, le panel s'est réduit à 1115 en 4 ans (Droy et al. 2000).



- si certains ménages se montrent intéressés par les enquêtes, un effet de lassitude se fait sentir pour d'autres au bout de quelques années, ce qui se traduit par une perte de qualité des enquêtes<sup>9</sup> ;
- le vieillissement progressif du panel induit un glissement par rapport à la population générale (même si l'on considère tout l'échantillon, le tirage aléatoire annuel des quelques nouveaux ménages ne permet pas de rajeunir l'échantillon aussi vite que l'ensemble de la population) ;
- les passages répétés d'enquêteurs, les enseignements tirés des restitutions (même si celles limitées, comme nous le verrons plus loin), peuvent induire un changement de comportement et le panel peut petit à petit se différencier de la population non enquêtée.

### **3.3.5. La couverture incomplète des régions**

Pour certains, ne pas disposer d'observatoire dans les 22 régions du pays limite l'utilisation des résultats au niveau national. Toutefois, cette critique n'est pas réellement fondée, dans la mesure où, à l'échelle nationale comme à l'échelle locale, l'objectif du ROR est d'illustrer la diversité des situations et non de tout couvrir.

Toutefois, si une couverture régionale complète n'est pas une priorité, le choix des observatoires devrait être guidé par l'objectif d'illustrer les principaux types de situations rurales. Or, du fait du mode de financement des observatoires, ceci n'a pas été le cas. La moitié sud du pays est par exemple beaucoup mieux couverte que la moitié nord, le financement de l'Union Européenne étant axé sur des préoccupations de sécurité alimentaire. Il est par ailleurs réellement regrettable que certains observatoires, situés dans les zones qui représentent un enjeu fort au niveau national, aient été abandonnés du fait de changements d'orientation de leurs financeurs. Ainsi, l'observatoire d'Antsirabe a été arrêté depuis 2005, du fait de la réduction des moyens de Fifamanor, alors qu'il s'agit d'une zone unique en termes d'agro-industrie, d'élevage laitier et de diversification agricole. De même, l'observatoire d'Antsohihy n'est plus opérationnel depuis 2005, alors qu'il se situe dans une zone de production importante de riz, pénalisée par son enclavement, pour lequel il serait particulièrement intéressant de suivre l'impact de la réfection de l'axe Antananarivo-Antsiranana.

### **3.3.6. La non-représentativité statistique**

On peut considérer que la non-représentativité statistique constitue une limite de l'approche ROR. Mais il s'agit d'un faux procès : l'approche illustrative, basée sur un choix raisonné de sites d'observation, dans lequel des échantillons représentatifs à l'échelle locale sont suivis dans des conditions qui permettent un bon contrôle de la qualité des données, est tout à fait pertinente dans un contexte où les moyens sont insuffisants pour disposer de statistiques représentatives de qualité au niveau des ménages (avec une dimension multisectorielle).

---

<sup>9</sup> Dans le cas de MADIO, de 1995 à 1998, la part des entretiens jugés comme bons (d'après l'appréciation des enquêteurs) a baissé régulièrement dans 3 observatoires sur 4 (63 à 49% pour Antalaha, 85 à 15% pour Antsirabe, 73 à 32% pour Tuléar) - Droy et al., 2000.

### **3.3.7. Le glissement du calendrier**

La collecte des données est prévue de septembre à décembre (Rasolofo, 2005), mais elle s'est progressivement décalée, pour démarrer en janvier 2008 et s'achever en avril 2009 pour la campagne en cours (la crise politique ayant aggravé le retard). D'après la cellule, ce glissement est lié aux lourdeurs des procédures pour la mise en place des différents contrats finançant le ROR.

## **3.4. Recommandations**

Les recommandations suivantes sont présentées dans un ordre de priorité décroissant.

### **3.4.1. Revoir le choix des sites pour illustrer la diversité intra-régionale**

L'objectif est ici d'avoir une meilleure valorisation des résultats au niveau des régions, dans un contexte de décentralisation où les régions sont amenées à occuper une place primordiale sans toutefois disposer d'outils suffisants de connaissance de leur territoire. Pour ce faire, les sites d'un même observatoire doivent être choisis avec le souci d'illustrer les différentes zones d'une même région.

- **Evaluer la représentativité des sites ROR via les enquêtes nationales disponibles**

Un travail de caractérisation de sous-unités régionales (qui pourraient être les districts ou les communes, selon les données disponibles) à partir des enquêtes statistiquement représentatives doit permettre d'identifier les différents types intra-régionaux (cf. encadré 2).

Les enquêtes sur lesquelles ce travail peut se baser sont :

- le recensement de l'agriculture de 2004-2005 (MAEP)
- les enquêtes communautaires de l'EPM de 2005 (INSTAT)
- la cartographie censitaire des communes, achevée en 2008 (INSTAT)

Une sélection raisonnée d'une dizaine de variables clés permettant de décrire les principales caractéristiques d'une localité doit être effectuée à partir de ces différentes bases de données (un premier choix de variable est proposé ici - cf. encadré). L'échelle de la commune devrait être privilégiée, à condition que l'on dispose de suffisamment de données à cette échelle.

Une ACP (analyse en composante multiple) ou une AFC (analyse factorielle des correspondances) et une CAH (classification ascendante hiérarchique) permettraient d'établir, pour chaque région, une typologie des localités et d'identifier les localités les plus typiques qui pourraient devenir des sites suivis.

### Encadré 3. Données disponibles pour établir une typologie régionale

#### *Caractéristiques des enquêtes disponibles*

- Recensement de l'agriculture (MAEP)
  - . Enquête ménages et parcelles : 51 214 ménages
    - Tirage à 2 degrés (fonkontany (30%) puis ménages (7%) dans tous les districts)
    - Population : niveau d'instruction, activités principale /secondaire
    - Parcelles : superficies, mode de faire-valoir, culture, pratiques techniques, temps de travaux
    - Cheptel : effectif
    - Etangs piscicoles et conduite d'élevage
    - Production et destination de la production (agricole, élevage, pêche)
    - Temps de travaux
    - Matériel et équipement
  - . Monographies de communes rurales (exhaustif : 1463 communes) :
    - Population / fonkontany
    - Utilisation du sol
    - Activités économiques
    - Vie sociale et éducative
    - Infrastructures
- Enquêtes communautaires de l'EPM 2005 (INSTAT)
  - 561 localités (celles de l'enquête ménage EPM)
    - Eduction
    - Santé
    - Accès aux services
    - Agriculture (calendrier des principales cultures, périodes de vente /soudure)
    - Prix (PPN, intrants, produits agricoles salaires)
    - Vulnérabilité, bien-être
    - Priorités de développement
    - Sécurité
    - Transport
    - Unités de mesure locales
- Cartographie censitaire des communes (INSTAT)
  - exhaustif
  - géo référencement
  - infrastructures et services

#### *Choix possible de variables à extraire de ces enquêtes pour décrire les sous-unités*

- latitude et longitude, altitude
- densité démographique,
- distance à une route goudronnée,
- nombre d'école primaire par rapport à la population totale,
- nombre de collègue par rapport à la population totale
- nombre de fournisseurs d'intrants,
- nombre d'institutions financières,
- nombre de projets,
- surface irriguée par ménage (ou par personne),
- pourcentage des 3 principales cultures (en valeur),
- production de riz par personne.
- production totale d'amylacées par personnes (en équivalent riz)
- valeur totale de la production agricole par ménage,
- pourcentage de la production vendue (en valeur)

- **Choisir si besoin de nouveaux sites**

La confrontation entre les sites ROR (caractérisés par les mêmes variables que celles qui auront permis d'établir la typologie) et les types définis ci-dessus, permettra de juger s'il est nécessaire de choisir d'autres sites. Le cas échéant, un choix raisonné de nouveaux sites illustrant les types non représentés sera effectué.

Les résultats de la typologie tout comme le choix de nouveaux sites doivent être discutés avec l'ensemble des partenaires locaux (régions, service déconcentrés de l'Etat, projets). Un accord préalable sur le choix des sites ne peut que renforcer la légitimité et la prise en considération des observations et analyses faites sur ces sites.

Si les contraintes budgétaires ou des ressources humaines disponibles ne permettent pas d'effectuer un tel travail statistique, l'identification des grands types de sous-espaces régionaux et la révision du choix des sites ROR peut être menée de façon négociée avec les personnes ressource locales (administration, projets, ONG opérant dans la région), sur la base de leur connaissance empirique de la région.

- **Définir le nombre optimal de sites et de ménages par site par un travail théorique et empirique**

Actuellement, le taux d'échantillonnage par site est très élevé (entre 25 et 60 % et souvent plus de 50%) et excède le nombre de ménages nécessaire pour obtenir une représentativité locale. Une utilisation des résultats du ROR à l'échelle des régions serait optimisée si les différents types de situation au sein d'une même région pouvaient être illustrés. Pour prendre en compte autant que possible la diversité intra-régionale, il vaut mieux augmenter le nombre de sites en réduisant le nombre de ménages par site.

Le choix de 5 sites par observatoire, avec 100 ménages par sites, semble assez satisfaisant pour capter la diversité des ménages dans un même site tout en diversifiant les sites pour une même région. Un travail théorique plus fin pourrait toutefois être réalisé pour définir le nombre minimum de ménages nécessaire par site – le nombre de sites sera défini à la suite, en conservant un effectif de 500 ménages enquêtés par région. Parallèlement, les contraintes de logistique de déplacement entre les sites doivent être prises en compte, afin de ne pas trop alourdir le coût de la collecte de données (cependant, il est à noter que 2 observatoires couvrent actuellement 9 ou 10 sites, sans que cela n'induisse de coûts supérieurs aux autres).

Le nombre optimal de sites pourra donc varier d'une région à l'autre, en fonction de l'hétérogénéité intra-régionale et du coût additionnel de sites supplémentaires.

Pour les sites actuels, la taille de l'échantillon permet d'établir une typologie des ménages par région. Cette typologie permettra de réduire si nécessaire l'échantillon dans les sites où le nombre de ménages enquêtés est le plus important. Elle pourra par ailleurs servir à renouveler périodiquement le panel, en préservant la structure de l'échantillon.

### **3.4.2. Alléger le questionnaire et différencier la fréquence de passage selon les variables**

L'objectif est d'une part de réduire la durée de l'enquête, d'autre part de collecter certaines informations capitales au moment où elles sont encore « fraîches » à l'esprit des enquêtés. Ces deux aspects devant contribuer à améliorer la fiabilité des données.

- **Différencier les questions posées chaque année de celles posées à une fréquence moindre**

Certaines questions, d'ordre structurel, n'ont pas besoin d'être posées chaque année (elles ne doivent pas contre pas être omises pour les nouveaux ménages de l'échantillon). De même, certains modules peuvent faire l'objet d'une analyse approfondie au cours d'une campagne, mais ne pas être abordés tous les ans.

A titre indicatif les modules ou questions suivantes pourraient n'être abordés que tous les 2 ou 3 ans :

- Module « Civisme et vie en société »;
- Module « Vie associative » ;
- Certaines questions du module « Ménage » (actes de naissance, carte d'identité, lien de parenté, identité du père / de la mère, tous les 2-3 ans) ;
- Module « Habitat » ;
- Certaines questions du module « Production et ventes d'autres cultures » (opérations post-récolte, origine des savoirs faire, tri par qualité, destination de la vente, contrat) ;
- Santé des enfants de moins de 5 ans (ces questions concernant les 2 dernières années, ce module pourrait n'être appliqué qu'une année sur 2) ;
- Santé de la mère (les questions ne concernant pas uniquement l'année précédente mais la dernière grossesse au cours des 5 dernières années).

Quelques questions, introduites pour évaluer l'impact d'une mesure politique ponctuelle, pourraient être supprimées (kit scolaires, bourses et cantine, du module « Ménage ») ou éventuellement traitées par des sondages légers spécifiques.

Le module « Cataclysme et catastrophes naturelles », lié typiquement à des phénomènes conjoncturels et non une évolution tendancielle, pourrait ne pas être répété chaque année dans tous les observatoires. Le suivi continu de ces indicateurs est surtout intéressant si l'on cherche à mesurer l'impact de ces catastrophes sur divers aspects de la vie des ménages (ex : article sur l'effet chocs agricoles imputables aux aléas climatiques sur le travail des enfants, Bhukhut et al. 2008). Ceci pourrait être limité à quelques observatoires (les plus touchés par les différents types de catastrophes).

- **Faire un passage tout de suite après la récolte pour la culture principale**

Les charges de culture, les volumes récoltés et les ventes constituent des éléments majeurs pour calculer les revenus des ménages ruraux. En passant plusieurs mois après la récolte, le risque d'oubli est important.

Un passage rapide, après la fin de la principale période de commercialisation (soit en juillet ou août pour les régions à dominante rizicole) permettrait de minimiser les erreurs tout en allégeant le questionnaire principal. Ce passage intermédiaire pourrait être facilité par un cahier de culture dans lequel le producteur note ses charges de culture, sa récolte et ses ventes. L'utilisation de ce cahier, remis lors de la campagne d'enquête précédente, serait expliquée par l'enquêteur. On ne peut espérer qu'un tel cahier soit tenu correctement par tous les producteurs, mais il peut faciliter, au moins pour certains, l'obtention de données fiables. La mobilisation des enfants scolarisés pour la tenue de cahiers avec l'implication des instituteurs pourrait être expérimentée.

Un tel passage intermédiaire, même s'il n'est centré que sur quelques questions stratégiques, implique un coût additionnel qui est loin d'être négligeable. Il implique de remobiliser les équipes d'enquêteurs et les prestataires, même si c'est pour une durée nettement plus réduite

que pour l'enquête principale. Toutefois, il mériterait d'être testé à échelle réduite sur 1 ou 2 observatoires, compte tenu du gain de précision qui pourrait être obtenu.

### **3.4.3. Affiner les estimations de surface et de rendement**

Pour pallier la question récurrente des différentes méthodes d'estimation des rendements en riz, une étude spécifique sur ce sujet pourrait être menée au cours d'une campagne sur quelques sites, en analysant les résultats issus de ces différentes méthodes, pour les mêmes parcelles (classiquement la méthode des carrés de rendements tend à des surestimations, du fait de la non prise en compte des parcelles marginales et des effets de bordure ; à contrario, les rendements calculés sur base déclarative tendent à être sous estimés, du fait d'oublis du déclarant).

Si d'après cette étude, les estimations de surface sur base déclarative s'avèrent trop différentes des surfaces mesurées et cette différence trop irrégulière, il faudrait envisager de mesurer une fois chaque parcelle – du moins celles qui ne sont pas trop éloignées de l'habitation. L'investissement en temps est important mais il ne serait à effectuer qu'une fois pour chaque ménage et serait une contrepartie de service aux enquêtés de la part du ROR.

Un tel test, comparant les mesures au champ et les déclarations lors des enquêtes, a été réalisé en 1996 par Madio. Il a montré que les déclarations n'induisent pas de biais systématique et que les erreurs s'annulent en moyenne (Droy et al. 2000)<sup>10</sup>. Mais, il a été fait uniquement pour des parcelles irriguées. Compte-tenu de la controverse fréquente avec les DRDR sur ce point, il mériterait d'être refait sur différents types de parcelles et différents contextes régionaux.

### **3.4.4. S'articuler avec les ressources locales en information**

La possibilité de travailler avec les dispositifs d'information permanents des services régionaux, pour la collecte de données de production entre 2 campagnes d'enquêtes, doit être envisagée. Ces questions concernant le secteur agricole, c'est principalement les DRDR qui pourraient être concernées (avec les relais des CIRDR au niveau des districts). La faisabilité de telles collaborations doit être étudiée de près avec la DSI et le SIRSA, en tenant compte des aspects financier mais aussi de l'impératif de supervision et de contrôle de qualité (qui assure au ROR sa spécificité).

Plusieurs autres dispositifs de collecte de données existent au niveau local (comme les informateurs communaux des SIC), mais on ne peut pas imaginer que leurs informateurs se substituent aux équipes d'enquêteurs et de superviseurs du ROR, compte tenu de l'ampleur des questionnaires et des impératifs de supervision.

### **3.4.5. Renouveler régulièrement le panel**

Pour éviter une trop grande lassitude des ménages enquêtés et pallier les limites des panels sur des suivis de long terme (vieillessement de l'échantillon, différenciation de la population à force de contacts avec les enquêteurs...), l'échantillon pourrait être renouvelé partiellement chaque année. La typologie de ménages, basée sur quelques variables faciles à identifier, permettrait un renouvellement progressif tout en gardant la même structure d'échantillon.

---

<sup>10</sup> Les auteurs font référence à T.Marchant (1989) dont des travaux plus systématiques de comparaison entre méthodes déclaratives et méthodes de mesures physiques, telles qu'elles sont couramment pratiquées en Afrique, arrivaient à la conclusion qu'aucune des 2 méthodes ne domine l'autre.

Avec un renouvellement de 20%, un même ménage ne serait pas suivi plus de 4 ans. Sur un même site, le taux d'échantillonnage étant élevé (ou veillera à ce qu'il reste représentatif, comme indiqué précédemment), la population serait comparable

### **3.4.6. Etendre les observatoires à d'autres régions**

Le désir de voir s'étendre ce dispositif à toutes les régions a été exprimé par quelques interlocuteurs rencontrés pendant la mission. Toutefois, cet objectif ne nous semble pas prioritaire. Tout comme à l'échelle régionale il importe de choisir de façon raisonnée des sites qui illustrent les principales situations caractéristiques de la région (sans pour autant couvrir toutes les zones), à l'échelle nationale, une couverture exhaustive des régions n'est pas indispensable pour donner une portée nationale à l'analyse comparative entre les observatoires. Il importe en revanche de disposer d'observatoires pérennes dans des régions que l'on peut considérer comme caractéristiques des principaux contextes ruraux malgaches.

## **4. LA GESTION ET LA VALORISATION DES DONNEES**

### **4.1. Les atouts et les limites**

Comme cela a déjà été décrit, la cellule du ROR assure la cohérence et la qualité de l'ensemble de la chaîne de production des informations, depuis la conception des questionnaires jusqu'aux analyses, alors que les différentes tâches sont réalisées par toute une gamme d'opérateurs. Cette organisation est assez originale mais semble bien maîtrisée et débouche sur une production de qualité dans des délais très performants. Malgré tout, la richesse des informations collectées reste sous exploitée.

#### **4.1.1. La gestion des données**

Les données d'enquêtes sont saisies et stockées en autant de fichiers qu'il y a d'enquêtes, de sites et d'années. Si l'essentiel des analyses socio-économiques sont conduites au niveau des ménages, certaines analyses plus spécifiques peuvent concerner telle ou telle catégorie d'individus, telle ou telle catégorie de parcelles etc. La reconstitution de séries pluriannuelles ménage par ménage est également un exercice délicat. Dans la pratique les extractions de données sont faites à la demande par les analystes du ROR qui maîtrisent bien leurs données.

#### **4.1.2. Des analyses de données régionales sous valorisées**

Pour chaque observatoire le prestataire est chargé de l'analyse des données de la campagne, sur la base d'un canevas de rapport établi par la cellule. Les versions successives du rapport sont soumises à la cellule jusqu'à approbation.

Dans l'état actuel, l'essentiel des informations recueillies est traité au niveau des ménages pour ensuite calculer des moyennes, des totaux ou des % pour tous les ménages de l'observatoire année par année. Des comparaisons sont proposées entre sites, parfois avec l'année précédente ou encore en distinguant les ménages concernés par un projet de développement des autres.

Cette façon de faire reste très descriptive et ne permet pas d'avoir une idée de la portée et des limites du processus de développement en cours et encore moins des facteurs positifs ou négatifs. De même rares sont les variables pour lesquelles on présente des caractéristiques de dispersion. Quand cela est fait on ne donne que moyenne, minimum et maximum, ce qui

renseigne peu sur l'hétérogénéité des ménages, sur les bénéficiaires comme sur les exclus des actions de développement.

Cette façon de faire conduit à des rapports structurés de façon similaire d'une région à l'autre mais qui restent assez spécifiques. Par contre, pour chaque observatoire, d'une saison à l'autre les redites sont importantes notamment pour tout ce qui est de la présentation de la région et des sites. Les résultats de l'année sont comparés à ceux de l'année précédente, mais ce qu'il y a de nouveau, de changé par rapport aux années précédentes ou au contraire ce qui se confirme comme tendance (ou stabilité) est insuffisamment mis en valeur.

Certains rapports régionaux n'ont jamais été finalisés où ne sont disponibles à la cellule que sous forme d'un unique exemplaire en format papier.

Dans l'ensemble les rapports régionaux sont très peu diffusés et le sont essentiellement auprès des bailleurs concernés. Ceci est dû d'une part à l'absence de stratégie et de moyens spécifiques de diffusion de ces rapports régionaux, d'autre part au fait que la cellule juge la qualité de certains d'entre eux insuffisante pour qu'ils soient diffusés.

### **4.1.3. Une palette de produits diversifiée**

#### **▪ Les Cahiers du ROR : une analyse comparative au niveau national**

Chaque année la cellule produit un document, les Cahiers du ROR, restituant les résultats d'ensemble du dispositif. Ce travail est fait en parallèle avec celui rédigé pour chaque observatoire par les prestataires. Il n'est donc pas une simple synthèse comparative des rapports des observatoires. Ce document donne une vision d'ensemble de la campagne concernée. Il s'agit d'une contribution d'autant plus appréciable qu'elle est faite dans des délais courts et que les autres sources d'information sont rares ou peu fiables.

Mais pour l'essentiel il fait état de moyennes alors que des indications de dispersion seraient parfois souhaitables. L'analyse des évolutions se limite souvent à la comparaison avec les résultats de l'année précédente (les deux années précédentes pour le dernier rapport). Il est dommage que les évolutions à plus long terme ne soient que rarement présentées.

#### **▪ Le Petit Obs**

Le Petit Obs est un bulletin d'information périodique (mensuel puis bimestriel) diffusé depuis avril 2006 par courrier électronique. Ce format présente l'avantage de pouvoir être produit et diffusé rapidement, à faible coût, sous une forme synthétique. Il contient des petits textes et des illustrations précis, présentés et analysés de façon claire.

Après une évaluation par questionnaire des 10 premiers numéros (juillet 2007) la forme éditoriale s'est stabilisée avec les rubriques :

- Le ROR en bref, qui rend compte du déroulement de la campagne d'enquêtes
- Un zoom thématique, contribuant à une question de développement (cf. encadré)
- Une fiche technique, restituant quelques chiffres moyens pour un observatoire
- Un gros plan, sur un produit ou une filière (cf. encadré).



#### **Encadré 4. Zooms thématiques et aperçus sur les filières du Petit Obs**

##### **Etudes thématiques ayant fait l'objet d'un zoom :**

- Insécurité alimentaire et vulnérabilité dans le Sud-est de Madagascar : des aspects et des facteurs spécifiques à chaque observatoire
- Le paysan face aux changements climatiques
- Un effet de la loupe sur les ménages monoparentaux dirigés par une femme Cas des observatoires ruraux d'Ihosy, Ambovombe, Mahanoro, Farafangana et Manakara
- La bonne gouvernance et la corruption vue à travers de la campagne 2005-2006 du Réseau des Observatoires Ruraux à Madagascar
- Les rizicultures malgaches face à la Révolution Verte
- Le travail des enfants à Tsivory
- Comment se portent les enfants dans les observatoires ruraux ?
- Dynamique de la pauvreté en milieu rural à Madagascar
- Education et scolarisation : Impact des investissements scolaires dans le milieu rural
- Evolution de la situation des ménages ruraux de l'Extrême Sud malgache : cas de l'observatoire d'Ambovombe
- Des ménages diversement dotés en facteurs de production
- Education et scolarisation
- Bonne gouvernance et corruption rurales
- Caractéristiques des ménages des observatoires ruraux

##### **Aperçus sur les filières :**

- La production et la commercialisation du manioc
- La filière haricot à Madagascar
- Aperçu sur la dynamique de la filière café
- Aperçu sur la dynamique de la filière maïs

#### **▪ Les fiches signalétiques**

Les fiches signalétiques, produites annuellement pour chaque observatoire depuis 2004, fournissent une soixantaine d'indicateurs clés. Elles consistent en ce sens des tableaux de bord synthétiques intéressants pour comparer les différents observatoires ou avoir une idée d'évolution (les chiffres de plusieurs années antérieures étant indiqués).

Jusqu'en 2006, la plupart des chiffres étaient fournis sous forme de moyennes, ce qui pouvait masquer des niveaux d'hétérogénéité très différents selon les cas. Il faut saluer le fait que depuis 2007, les médianes et écart-type sont également présentés.

Toutefois, aucun des interlocuteurs rencontrés dans les régions ne nous a mentionné ces fiches, ce qui pose question quant à leur diffusion.

#### ▪ **Les études thématiques, articles et monographies**

En complément des publications périodiques, des études thématiques, des articles, des communications à colloques sont réalisées soit par la seule cellule ROR, soit en coopération avec d'autres partenaires scientifiques (cf. annexe 4).

Ces études sont d'une grande richesse et généralement d'une bonne tenue scientifique. Elles sont l'un des principaux moyens de mieux valoriser la diversité de l'information collectée par le ROR, au-delà des supports réguliers de publication, en approfondissant des thèmes aussi variés que la sécurité alimentaire, la situation des femmes rurales, le foncier, l'impact des chocs climatiques, des questions de méthodes, etc...

Nombre de ces travaux ont été présentés à des manifestations scientifiques ou ateliers de réflexion au niveau national. D'autres sont destinés à des publications scientifiques ou à des colloques internationaux, mais ils ne sont malheureusement pas toujours valorisés à leur juste mesure au niveau national. Dans certains cas, des synthèses de ces études sont diffusées par le canal du « Petit Obs », mais ceci est loin d'être systématique. De nombreux travaux réalisés par des partenaires du ROR (chercheurs ou étudiant), ne sont même pas disponibles au niveau de la cellule. Et la liste des écrits produits à partir des données du ROR, telle que la mission a pu la reconstituer (annexe 4), est loin d'être exhaustive.

Une exploration un peu systématique du web permet de retrouver certains documents en possession du ROR et d'en repérer d'autres qui en proviennent assez directement. (les liens correspondant sont mentionnés dans l'annexe 4) Malheureusement l'apport du ROR n'est pas toujours évident et explicite, ces documents sont souvent incomplètement identifiés quant à leur statut, leurs auteurs, leur date de production, leur circonstance de diffusion etc. pour l'essentiel au détriment de la visibilité du ROR lui même pénalisé par le flou de son statut institutionnel.

#### **4.1.4. Les restitutions**

##### ▪ **Restitutions et ateliers nationaux**

Le ROR organise une restitution nationale pour présenter les résultats annuels et le Cahier. La dernière restitution a eu lieu en octobre 2008, soit 12 mois après la fin de la période considérée (oct. 2006 à sept. 2007). Bien que l'on ait observé un glissement progressif de la diffusion des résultats (à partir d'avril, d'après Rasolofo, 2005) ce délai reste satisfaisant comparé aux enquêtes nationales de ce type.

Si ces restitutions sont appréciées, il semble toutefois que les participants sont davantage là pour représenter leur administration, leur organisme que pour réellement participer à un débat, une réflexion d'intérêt national nourrie d'observations au niveau d'une gamme de régions. Cela est d'autant plus regrettable qu'il a peu d'autres lieux pour débattre du développement rural.

En plus de cette restitution annuelle, l'équipe ROR participe à divers ateliers thématiques nationaux sur les prix agricoles, la santé, la scolarisation etc Les matériaux empiriques apportés sont toujours appréciés. On en trouve certains dans la liste présentée en annexe 4.

Ainsi, le ROR a participé à l'élaboration de la stratégie alimentaire dans le sud, à la rédaction du PNDR. Des notes ont été produites pour le groupe d'experts impliqués dans la préparation du DSRP et du PADR.

#### ▪ Restitutions régionales

Le protocole général prévoit depuis quelques années une restitution au niveau régional. Ces restitutions ne sont pas systématiques et elles mobilisent un public assez limité : DRDR, Région, GTDR. Les participants rencontrés se sont déclarés très intéressés. Mais les débats suscités par ces restitutions semblent principalement centrés sur les aspects techniques et les chiffres plutôt que sur des débats de fond. On peut également regretter que le chronogramme des restitutions ne permette pas de tenir compte, dans les rapports d'analyse, des apports des uns et des autres lors de ces restitutions.

Par ailleurs, si les GTDR apparaissaient comme des relais pertinents, les incertitudes qui planent sur leur devenir concernent également le positionnement régional des observatoires.

#### ▪ Restitutions locales

Ces restitutions sont hétérogènes : dans certains observatoires, elles prennent la forme d'une présentation collective des principaux résultats régionaux, au niveau des communes ou des sites, au moment du démarrage des enquêtes de l'année suivante. Dans d'autres, les résultats sont rapidement présentés et discutés individuellement aux enquêtés, lors du passage des enquêteurs. Dans d'autres encore, aucune restitution n'a été organisée. Les supports que nous avons pu trouver sur le terrain se limitent à 1 ou 2 pages en malgache présentant des résultats moyens sans beaucoup de commentaires ni illustrations pour faciliter l'exposé des résultats et susciter des réactions. Les ménages enquêtés n'ont aucune trace des informations fournies au fil des ans.

Dans le cas de restitutions collectives accompagnées de supports écrits, les responsables municipaux ou de fokontany que nous avons pu rencontrer ont été très intéressés par les résultats, voire les ont utilisés pour identifier des priorités d'action et développer des argumentaires pour obtenir des financements ou mener des actions locales<sup>11</sup>.

## **4.2. Recommandations**

Le développement du dispositif ROR dans le temps et dans l'espace, la qualité des connaissances produites dans un contexte souvent précaire, la participation active et documentée à toute sorte de réflexions etc constituent une performance assez unique. Quelques recommandations seront avancées ici pour la rendre encore plus exemplaire.

### **4.2.1. Améliorer et diversifier la diffusion de résultats bien identifiés**

Bien qu'on pense en premier au recours à Internet, il est évident que le support papier va rester incontournable pour encore quelques années pour atteindre les villes et villages de Madagascar. Il faut donc penser à plus de documents mais moins volumineux, bien ciblés,

---

<sup>11</sup> . A Ambamo (Antsirabé), les résultats du ROR ont permis d'identifier 2 problèmes majeurs de la commune : (i) la difficulté d'évacuer des cultures, (ii) le faible taux de scolarisation. A la suite, avec l'appui de bailleurs, la commune a investi dans la construction d'un pont et de plusieurs classes.

A Anjoman'Ankona (Manandriana), les restitutions ont permis (i) d'identifier les périodes de soudure et de faire venir du manioc d'une zone à l'autre, (ii) d'inciter les fripiers à venir dans la commune, suite au constat que la plupart des ménages n'achetaient pas d'habits.

bien illustrés, traduits en Malgache etc. Leur conception doit se faire à partir de questions principales : que voulons nous faire comprendre et par qui ? Que pensons-nous qu'il pourra en déduire à son niveau ? On ne peut que se féliciter du renforcement récent de l'équipe ROR dans le domaine de la communication.

Le contenu des « petit obs » est probablement le plus à même de mériter et connaître une large diffusion écrite mais aussi sur internet dans le cadre d'un site web à concevoir et réaliser. Ce même site web pourrait être le lieu privilégié pour donner une bonne visibilité nationale et internationale aux documents plus complets, plus académiques qui sont produits par le ROR ou avec ses données. Une claire labellisation de ses produits et sous produits par le ROR est de nature à conforter son image, son utilité, sa légitimité auprès des décideurs et des bailleurs. Le ROR devrait se doter d'une nomenclature de ses documents en plus des rubriques actuelles du « Petit Obs » avec des documents de travail bien identifiés pour être correctement cités, des documents pour discussion, des brèves etc.

#### **4.2.2. Insérer les restitutions dans le protocole**

A l'heure actuelle, les phases de restitution, que ce soit au niveau national, régional ou aux enquêtés, marquent l'achèvement de chaque campagne.

Il serait intéressant et mobilisateur de prévoir explicitement dans la démarche une restitution régionale précoce des résultats de la campagne. Ceci permettrait d'une part de confronter les résultats provisoires du ROR avec d'autres sources d'informations régionales ou avec la perception des acteurs sur le déroulement de l'année écoulée (et si besoin relativiser les résultats des sites suivis), d'autre part de susciter des discussions sur les priorités régionales et l'impact des programmes, dont il serait rendu compte dans le document final. Ces discussions pourraient même initier des analyses complémentaires.

La restitution aux enquêtés devrait également faire partie du protocole prévoyant la présentation de certains points importants sur lesquels les commentaires des enquêtés seraient un réel apport à inclure dans le document final. Ces discussions devraient pouvoir susciter des analyses complémentaires et même des enquêtes nouvelles.

La restitution nationale pourrait être le point charnière entre la campagne qui s'achève et la suivante : les débats à partir des résultats et analyses présentés devraient initier des analyses complémentaires, proposer des investigations complémentaires et proposer des éléments de cadrage général pour la campagne suivante. Un document « bilan et perspectives » devrait être produit.

#### **4.2.3. Mieux valoriser les relations avec l'enseignement et la recherche**

Le partenariat avec la recherche et l'enseignement supérieur est essentiel pour exploiter la richesse des données produites. Si historiquement, des liens forts existent avec la recherche française (l'IRD en tout premier lieu : UMR C3ED et DIAL), les collaborations sont à renforcer avec les institutions de recherche et d'enseignement supérieur nationales.

Par ailleurs, la satisfaction des besoins en données d'utilisateurs secondaires, telle que pratiquée actuellement, aurait tout intérêt à faire l'objet d'accords formels. Il est en effet vraiment regrettable que certains étudiants ou chercheurs bénéficient d'un libre accès aux bases de données du ROR sans même faire l'effort de transmettre à la Cellule les résultats de leurs travaux. En contrepartie de la fourniture de données, l'engagement à rédiger des résultats d'analyse sous une forme synthétique diffusable, au-delà des mémoires d'étudiants

ou des revues scientifiques, devraient être précisés dans l'accord. Ils permettraient d'alimenter le Petit Obs ou de compléter les Cahiers du ROR et devraient être accessibles via internet.

La mobilisation d'étudiants et de chercheurs pour analyser les données collectées, mais aussi pour collecter des données complémentaires, est fortement souhaitable à condition qu'elle s'accompagne de formes de restitution autres qu'à caractère académique pour nourrir les débats entre acteurs du développement au niveau national comme local. L'implication dans l'organisation de journées thématiques comme celles consacrées à la pauvreté en 2001 à l'Hotel Panorama devrait être plus systématique.

#### **4.2.4. Contribuer aux indicateurs de développement**

Le suivi de développement implique un travail sur des indicateurs calculables au niveau des ménages site par site et présentables sous forme de graphiques pluriannuels. Ces résultats viendraient en complément de ce que pourrait proposer le SIRSA et la DSI, et accessibles sur le système « DevInfo » en cours de diffusion au niveau national.

Pour reprendre la formule de la stratégie statistique nationale il faudrait « élaborer un minimum régional d'intérêt national » et dans ce minimum identifier ce que peut produire le dispositif ROR en matière d'indicateurs de développement.

Il s'agit d'un travail d'analyse et de réflexion non négligeable et qui devrait être conduit sous l'égide du comité de pilotage et en collaboration avec la DSI et le SIRSA. Le plus difficile est de réduire le nombre d'indicateurs à produire et diffuser systématiquement, tout en précisant de quoi ils rendent compte.

#### **4.2.5. Promouvoir des analyses dynamiques**

Suivre l'évolution du milieu rural à travers l'évolution des ménages qui y vivent est une ambition compliquée.

D'une part, il faudrait mobiliser les données pour calculer une série d'indicateurs rendant compte de l'évolution d'ensemble des conditions de vie des ménages dans chaque observatoire au fil des ans. Un travail spécifique sur ces indicateurs serait à faire en considérant qu'ils doivent venir en complément d'autres indicateurs qu'il est prévu de rassembler et présenter grâce au logiciel DevInfo dans le cadre du nouveau SIRSA.

D'autre part, une attention particulière devrait être apportée aux caractéristiques de répartition, de dispersion, d'inégalités. Un chiffre moyen, ou un total, est d'intérêt assez limité pour appréhender un processus de développement. Le recours aux quintiles devrait être un minimum.

Ainsi, par exemple, l'établissement de la longueur de la soudure quintile par quintile de façon pluriannuelle serait très illustratif des processus en cours. Quand la valeur moyenne baisse, de quel quintile cela provient-il ?

Enfin, tester des relations de cause à effets entre certains de ces indicateurs serait un apport précieux dans les réflexions sur les actions de développement, leurs effets, leurs synergies. Le partenariat avec la recherche et l'enseignement supérieur (thèses) s'impose ici particulièrement.

#### **4.2.6. Mieux distinguer tendances et conjoncture**

Les actions de développement visent à améliorer plus ou moins directement les conditions de vie des individus et des ménages. Leurs effets se manifestent donc par des inflexions dans l'évolution d'indicateurs de niveau de vie, de revenus, de situation alimentaire, de performances agricoles etc. Malheureusement ces progrès sont souvent remis en cause par des accidents climatiques, par des parasites, par des chutes ou flambée de prix etc.

Dans les analyses, un effort particulier serait à faire d'une part sur les indicateurs de progrès et d'autre part sur la séparation du conjoncturel du tendanciel.

#### **4.2.7. Reconstituer et analyser les trajectoires de ménages**

Tirer parti de la richesse de l'information collectée sur les observatoires devrait conduire en premier lieu à travailler sur les trajectoires des ménages.

La disposition d'une base de données relationnelle devrait permettre d'établir pour chaque ménage une situation initiale puis de mesurer ce qui change d'une année sur l'autre pour chaque ménage et de façon exogène pour leur ensemble au niveau local. On obtiendrait ainsi un ensemble de variables à expliquer et explicatives.

D'intéressantes analyses pourraient alors être menées en termes de dynamique, de résilience, d'exclusion etc. Autant de connaissances susceptibles d'inspirer des actions de développement mieux adaptées aux contextes.

#### **4.2.8. Construire une base de données relationnelle**

Pour faciliter les analyses évoquées ci-dessus et pour améliorer la gestion de la masse de données existantes et à venir, il serait sans doute pertinent de les rassembler dans une vraie base relationnelle.

Si les données sont recueillies au niveau des ménages, elles concernent les individus composant ce ménage, leurs activités, les parcelles cultivées, les animaux, l'habitation etc autant d'entités qu'il faut pouvoir mettre en relation pour conduire nombre d'analyses à différents niveaux selon la question traitée. Le niveau principal est le ménage, niveau auquel il faut pouvoir « remonter » des informations recueillies à d'autres niveaux comme les individus membres du ménage, ou les parcelles qu'ils cultivent. Certaines analyses doivent être conduites au niveau des parcelles, ou des individus pouvant être caractérisés par d'autres données sur le ménage. Une base de données relationnelle avec ses liens, ses tables etc permet de faire ces « remontées » ou ces affectations par le biais de requêtes qui génèrent des tableaux de données traitables statistiquement.

Par ailleurs, l'organisation relationnelle rendrait plus aisée la mobilisation des données pour confectionner des séries pluriannuelles cohérentes et décrire des trajectoires de ménages mais aussi d'autres objets comme les individus ou encore les parcelles ou les troupeaux.

Insérer les futures données dans une base relationnelle implique un travail de réflexion et d'analyse préalable et une organisation des questionnaires en conséquence. Par contre, répartir les données déjà saisies dans une base relationnelle effective, respectant la donnée de base bien repérée, risque d'être un travail beaucoup plus important et fastidieux. Une réflexion approfondie est indispensable pour trouver un compromis entre l'effort à fournir et les analyses rétrospectives qui seraient rendues possibles.

Quoiqu'il en soit, cette base doit rester sous la propriété et le contrôle du ROR, ne serait ce que pour des raisons de confidentialité, puisque les individus enquêtés sont identifiés dans le cadre du suivi pluriannuel.

## **5. LES RESSOURCES HUMAINES**

### ***5.1. Une petite équipe permanente***

La cellule ROR est constituée de 6 permanents (dont 1 recruté début 2009).

- Un coordonnateur, de formation initiale en économie (Univ. d'Antananarivo), complétée par un DESS en économie du développement en 1999 (Paris X – Nanterre). Recruté dès 1995 par le projet Madio, il a assuré la coordination du ROR en 1999 puis à partir de mi-2004 (après un passage comme chargé de programme à l'Union Européenne). Il est également responsable de l'Observatoire du Riz depuis fin 2005.
- Une chargée d'étude, ingénieur agronome et titulaire d'un DEA Agro-management (ESSA/Univ. d'Antananarivo), recrutée en 2004 pour travailler plus particulièrement sur les aspects agricoles (sur financement UPDR / AFD)
- Une chargée d'étude, de formation économique (DEA d'économie/Univ. d'Antananarivo), recrutée en 2007 (sur financement UNICEF) pour travailler sur les aspects sociaux et santé.
- Un chargé de communication (formation initiale en halieutique et gestion des entreprises aquacoles, puis DEA Population et développement à l'ICM + formation personnelle sur les outils de communication web), tout récemment recruté pour développer tous les aspects de diffusion et de valorisation des résultats.
- Deux techniciens, membres de l'équipe depuis les premières années du projet MADIO. L'une, de formation initiale d'histoire, a obtenu un DESS en Economie sociale et solidaire (Univ de Mulhouse) en 2007. L'autre, de formation littéraire a initialement intégré l'équipe Madio comme enquêteur, est devenu superviseur puis à rejoindre la cellule comme technicien.

Il est à noter qu'il n'y a pas de personnel spécifique en chargé du secrétariat et ni de la gestion financière ; ces fonctions doivent être assurées par l'équipe.

### ***5.2. Des atouts de compétence et de réactivité***

L'équipe du ROR est reconnue pour sa compétence, la bonne maîtrise de son outil et son sérieux. Au-delà des productions régulières, de la contribution à la rédaction d'articles scientifiques, elle est consultée par l'administration pour les questions relatives au monde rural, notamment par le MAEP. Depuis 2005, le démarrage de l'observatoire du Riz, qui produit des informations précises et actualisées sur le marché du riz (essentiel pour tout le secteur rural), est venu renforcer sa capacité à fournir des éléments d'analyse précis sur les

dynamiques rurales. Il a également permis de développer davantage d'interactions avec le ministère du Commerce.

Les membres de la cellule participent régulièrement à des séminaires ou des conférences, en produisant des contributions originales, comme par exemple :

- conférence sur l'approche des Capacités<sup>12</sup> (2003, Université de Pavie) ;
- 2 conférences sur les changements climatiques organisées par la FAO et le WWF ;
- Colloque « Changements induits dans les campagnes malgaches par l'évolution des prix des produits agricoles », organisé par le FOFIFA et le SCAC en décembre 2005<sup>13</sup>.

Les demandes d'études, impliquant éventuellement des ajouts aux dispositifs de collecte, ont su être prises en compte, contribuant ainsi à valoriser davantage les données disponibles et à approfondir les analyses (comme l'étude Rural Struct, coordonnée par la Banque Mondiale en 2007 et 2008).

La cellule initie également des études de son propre chef, inspirées par la conjoncture nationale ou par des enjeux plus globaux. On peut citer par exemple un travail de simulation sur l'impact des inondations dans l'observatoire d'Antsirabe<sup>14</sup>, ou celui sur l'impact investissements et des mesures incitatives en milieu scolaire<sup>15</sup>. Elle a récemment initié (juillet 2009) une étude sur l'impact de la crise politique de 2009 sur le milieu rural ; les résultats préliminaires ont été présentés fin septembre 2009.

Le ROR organise ou co-organise des ateliers pour valoriser sa production, confronter ses résultats à ceux d'autres intervenants et susciter le débat (ex : « Dynamiques rurales à Madagascar : perspectives sociales, économiques et démographiques », avril 2007 ; « Place des enfants dans la société malgache », juin 2009, co-organisés avec l'IRD).

Un groupe de réflexion entre les différents observatoires de Madagascar a été initié par le ROR en 2008. Des objectifs de réflexion commune et de valorisation à travers un ouvrage ont été définis par ce groupe d'observatoires. Une « Journée des observatoires » a été organisée en novembre 2009.

### **5.3. Les limites liées à la surcharge de travail**

Les limites sont celles d'une équipe à effectif réduit, mobilisée à la fois par la « survie » du dispositif, par une présence fréquente sur le terrain et un suivi rapproché des opérateurs et par l'analyse des résultats. Même si ces fonctions sont réparties entre le coordonnateur, les

---

<sup>12</sup> RASOLOFO et SIRVEN, 2003. Comprendre l'impact du capital social sur les inégalités grâce à l'approche par les capacités. Une illustration à partir de quatre zones rurales de la région des Hautes Terres de Madagascar.

<sup>13</sup> RASOLOFO et ROBILLIARD, 2005. Evolution de l'offre et de la demande de riz des ménages ruraux. Etude sur les données du ROR.

<sup>14</sup> ANDRIANIRINA et RASOLOFO, 2007. Impacts d'une pluviométrie excessive sur les ménages riziculteurs. Observations et simulations sur l'observatoire rural d'Antsirabe.

<sup>15</sup> RABEVOHITRA et RANDRIANARISON, 2007. Evaluation des impacts apportés dans le domaine de l'éducation sur la scolarisation des enfants en milieu rural au niveau de quelques observatoires.



techniciens et les chargés d'étude, le volume des tâches incompressible (notamment d'ordre administratif), pénalise l'approfondissement des analyses et la valorisation des résultats.

## **5.4. Recommandations**

Pour des questions de viabilité, la cellule a tout intérêt à ne pas trop « gonfler » ses effectifs. Toutefois, un certain renfort en ressources humaines et des compléments en savoirs-faires apparaissent nécessaires pour parvenir à mettre en œuvre les propositions formulées plus haut (notamment produire des résultats plus utilisables au niveau régional et mieux articuler les résultats nationaux avec le suivi des grands programmes sectoriels).

### **5.4.1. Renforcer légèrement les effectifs**

En terme de coût / efficacité, la priorité est de décharger l'équipe des tâches de secrétariat et de fonctionnement quotidien qui peuvent être exécutées par du personnel d'appui, ainsi que d'assister le coordonnateur sur les aspects de gestion, afin qu'il puisse investir davantage de temps aux orientations de fond et à l'analyse. Un(e) assistant(e) permettrait ainsi aux différents membres de l'équipe de se centrer davantage sur leurs fonctions spécifiques.

Une meilleure valorisation des résultats régionaux nécessite pour certains opérateurs – qui effectuent par ailleurs un bon travail de terrain - un encadrement plus rapproché dans l'analyse et dans la rédaction (certains rapports régionaux ne sont pas diffusés car les résultats produits par les opérateurs ou l'analyse souffrent d'insuffisances). Ce travail d'allers-retours entre corrections et validation est actuellement limité par le nombre de techniciens, qui aurait tout intérêt à passer de 2 à 3.

### **5.4.2. Diversifier et approfondir les savoirs-faires**

Des compétences complémentaires mériteraient d'être développées ou approfondies, pour améliorer les dispositifs d'enquêtes et l'analyse des résultats :

- la pratique des sondages, afin de revoir le choix des sites et le mode d'échantillonnage des ménages ;
- l'économétrie des panels, qui permettrait à la Cellule de développer réellement les analyses dynamiques, en faisant ressortir les liens entre les différentes variables et les déterminants de l'évolution de la situation des ménages ;
- la conception d'une bases de donnée relationnelle, qui facilitera l'exploitation des données – ceci deviendra particulièrement nécessaire pour extraire de façon rapide une série d'indicateurs-clé à mettre à disposition d'utilisateurs extérieurs à la Cellule (à travers DevInfo par exemple) ;
- la géographie, pour mieux articuler la complémentarité entre le ROR et les dispositifs d'information travaillant à d'autres échelles (du ménage au national), avec une dimension pluridisciplinaire.

Ces compétences ne requièrent pas forcément de recruter de façon permanente un(e) chargé(e) d'étude supplémentaire. Elles peuvent être développées au sein de l'équipe actuelle par de la formation continue ou par la préparation d'un doctorat.

Des collaborations avec la recherche et l'enseignement supérieur, par le montage de projets en commun, par l'accueil d'étudiant de 3e cycle et de doctorants, sont à poursuivre, pour contribuer à ce renforcement méthodologique. Mais ceci implique pour la cellule d'aborder ses partenariats en ayant déterminé de façon suffisamment précise ses propres attentes (alors

que dans les relations actuelles avec la recherche, le ROR se trouve plutôt en position de fournisseurs de données que de demandeur de méthodes).

Ces compétences complémentaires peuvent également être mobilisées par des appuis en expertise, surtout lorsqu'il s'agit de besoins ponctuels (comme pour l'ajustement du mode d'échantillonnage proposé).

## CONCLUSION

Le ROR est un dispositif original, et assez unique pour un pays en développement, de production d'informations et de connaissances sur les ménages ruraux. Ceci d'une part du fait du large spectre thématique qu'il aborde, d'autre part du fait de sa production régulière d'informations et d'analyses fiables.

Le rapport coût efficacité du ROR apparaît tout à fait satisfaisant comparé à d'autres dispositifs d'enquêtes.

Compte tenu des insuffisances des statistiques nationales et de l'ampleur de moyens humains, financiers et institutionnelles à mettre en œuvre pour les rendre réellement satisfaisantes, le ROR apparaît comme un outil complémentaire à maintenir, à renforcer et à sécuriser.

Sa fragilité institutionnelle et financière pénalise toutefois son fonctionnement et compromet sa pérennité.

Une clarification de sa position implique une clarification de ses objectifs, qui gagneraient à être recentrés sur :

- l'aide à l'élaboration et suivi des programmes sectoriels nationaux (en particulier sur les aspects agricoles) ;
- l'accompagnement de la décentralisation par un outil d'information régional.

Mener à bien ces missions centrales implique un certain nombre de réajustements d'un point de vue statutaire, des modes de financement, des aspects techniques sur la collecte d'information et leur analyse, de la valorisation des résultats :

- Redéfinir le positionnement institutionnel et acquérir un statut juridique qui à la fois assure une reconnaissance publique, facilite l'accès aux financements publics, permette de générer ses propres ressources, assure une autonomie et une souplesse de gestion, et garantisse une indépendance d'expression. Le statut d'ONG reconnue d'intérêt public (avec un rattachement privilégié au MAEP), semble être en ce sens le plus adapté.
- Disposer d'un financement pluriannuel qui permette de couvrir le fonctionnement de la cellule et celui de quelques observatoires les plus stratégiques dont il faut parvenir à assurer un suivi permanent. Ceci implique la reconnaissance de la mission d'intérêt public du ROR et une coordination entre bailleurs de fonds.
- Revoir le choix des sites d'enquêtes, en concertation avec les acteurs régionaux, afin de renforcer la pertinence régionale.
- Mettre l'accent sur le suivi d'indicateurs clés, orientés sur le suivi des programmes nationaux, et définis en concertation avec les autres dispositifs nationaux de suivi.
- Renforcer la diffusion des résultats, en adaptant le contenu et les supports aux différents publics.
- Valoriser davantage les analyses à travers des restitutions, depuis le niveau local jusqu'au niveau national, en cherchant à susciter les débats.

## **Annexes**

Annexe 1 - Termes de référence

Annexe 2 - Liste de personnes rencontrées

Annexe 3 – Charte du Réseau des Observatoires Ruraux

Annexe 4 – Etudes thématiques, articles et monographies

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA  
*Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana*

**PRIMATURE**

**Plan d'Action pour le Développement Rural**

**Equipe Permanente de Pilotage**

**Cellule du Réseau d'Observatoires Ruraux**

**TERMES DE REFERENCES DE L'EVALUATION EXTERNE DU DISPOSITIF « RESEAU  
D'OBSERVATOIRES RURAUX »**

**« Amélioration opérationnelle du dispositif ROR  
dans le cadre de l'harmonisation des systèmes d'information en milieu rural »**

**I- INTRODUCTION**

Les observatoires ruraux ont démarré en 1995 au niveau de 4 observatoires du projet MADIO (projet d'appui à la réflexion macro-économique auprès de l'INSTAT). Puis, le Réseau d'Observatoires Ruraux (ROR) est né en 1999. Initialement affilié à l'INSTAT, il a été transféré à l'UPDR du MAEP en 2001. Le ROR est actuellement rattaché à l'Equipe Permanente de Pilotage du Plan d'Action pour le Développement Rural.

La création du ROR visait à palier les déficiences des systèmes d'information en milieu rural. Il s'agit toujours aujourd'hui de suivre dans le temps et sur un espace restreint un certain nombre d'indicateurs de l'impact des politiques économiques et des chocs externes sur les ménages ruraux. A ses débuts en 1999, le ROR couvrait 13 observatoires ruraux (OR). Le nombre d'observatoire a évolué au cours des années : 17 OR en 2000, 15 OR entre 2001 et 2003, 14 OR en 2004 et 15 OR en 2005.

1.2- Le ROR est un réseau multi bailleurs et multi opérateurs. Le fonctionnement de la Cellule ROR est financé par l'Union Européenne (appui budgétaire), l'Agence Française de Développement (AFD), et la Banque Mondiale (PSDR). Le SIRSA exerce à la fois un appui technique et méthodologique. Ces mêmes partenaires techniques et financiers, ainsi que l'Inter Coopération à travers le programme SAHA, le FIDA, l'UNICEF et la Coopération Norvégienne par le biais du FIFAMANOR financent les opérations de terrain et le personnel d'expertise.

1.4- Le ROR se définit à ce jour comme un dispositif « conçu pour suivre dans le temps et sur un espace restreint un certain nombre d'indicateurs clés permettant d'une part d'évaluer les impacts ou les effets de mesures politiques prises à un niveau global sur le secteur agricole et d'autre part d'identifier et d'évaluer les changements constatés au niveau des ménages ruraux ». Chaque observatoire constitue une zone de travail qui illustre une ou plusieurs problématiques de l'agriculture malgache. Les données permettent de construire des typologies des ménages ruraux et s'attachent à détecter des changements de comportements de ces ménages. La comparaison inter observatoires permet de mettre en relief les spécificités de chaque observatoire. L'utilisation des résultats des observatoires peut se décliner (verticalement) selon les échelles macro, méso, micro et (horizontalement) selon les aspects thématiques. Les perspectives d'évolution actuelles du ROR concernent un élargissement du dispositif sur l'ensemble du territoire (le ROR est actuellement installé sur 14 régions) et une spécification de la méthodologie et des produits en synergie avec les systèmes existants ou envisagés.

## II- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

2.1- Pour être opérationnel, le fonctionnement du ROR est soumis à des exigences. Il doit particulièrement :

- être un système permanent, cohérent et efficace de production, d'analyse, de validation et d'archivage régulier des données collectées ;
- être un système de publications harmonisées, répondant aux besoins fonctionnels et conjoncturels des institutions de tutelle, des partenaires techniques et financiers et d'un ensemble de groupes d'utilisateurs ;
- constituer un cadre d'appui méthodologique en cas de besoin des unités nationales et autres ;

2.2- Dans le contexte actuel de multiplication des systèmes d'information ; un perfectionnement de l'opérationnalité du dispositif ainsi qu'une adaptation conformément aux orientations nationales du développement s'imposent. Parmi les principaux systèmes nationaux se trouvent la Direction des Systèmes d'Information (DSI) au niveau du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP), l'Institut National de la Statistique (INSTAT), le Système d'Information Rurale et de Sécurité Alimentaire (SIRSA), l'Observatoire du Riz (OdR),... Chaque dispositif doit régulièrement répondre à des besoins d'information précis, spécifiques, et de plus en plus ponctuels : suivi de dynamiques socio-économiques rurales, alerte précoce, informations sur le marché,... La coordination entre ces systèmes est une nécessité non encore acquise à l'heure actuelle.

2.3- Les évaluations antérieures du ROR ont soulevé la nécessité de son adaptation méthodologique dans le cadre de la mise en place d'un système global d'information rurale et de sécurité alimentaire à Madagascar<sup>16</sup>. Une mission d'appui sur l'établissement de critères et d'indicateurs de pauvreté/vulnérabilité et leur interprétation, en 2006, a également permis de mettre en exergue les améliorations à apporter à l'exploitation des données.<sup>17</sup>

2.4- Parmi les points faibles identifiés notons les retards récurrents par rapport au calendrier de mise en œuvre de la collecte d'information et de diffusion des résultats et des productions du ROR, liés notamment à la limitation des moyens, notamment logistiques sur le terrain et en ressources humaines. C'est un frein important au bon fonctionnement du ROR, ainsi qu'à l'approfondissement des analyses et à la meilleure utilisation des informations.

Autre point majeur, la redéfinition des missions du ROR à la fois dans le cadre d'un système d'information rurale global et face aux demandes des différents contributeurs financiers et institutionnels. Le ROR n'a pas en effet pour mission de répondre à toutes les demandes liées à la production de statistiques rurales.

2.4- Après 10 ans de fonctionnement et étant donné l'évolution du contexte malgache, il semble donc opportun de mener une évaluation du ROR afin d'en améliorer son opérationnalité, et de proposer une stratégie précisant ses missions et assurant le développement, la mise en conformité et la pérennisation de ce système d'information à moyen et long terme.

---

<sup>16</sup> Verhaegen E. 2005. Mission d'appui pour l'adaptation de la méthodologie ROR dans le cadre de la mise en place d'un système global d'information rurale et de sécurité alimentaire à Madagascar.

<sup>17</sup> Verhaegen E. 2006. Mission d'appui pour l'exploitation des données du ROR sur les déterminants de la vulnérabilité et de la pauvreté en milieu rural.

### III- OBJECTIFS

- Réaliser un examen critique de la cohérence et de la pertinence du dispositif ROR par rapport aux missions qui lui sont imparties et compte tenu des systèmes d'information et d'observatoires existants ou en cours de mise en place.
- Faire des propositions visant à :
  - améliorer la cohérence du ROR avec les autres systèmes d'information et préciser ses missions et objectifs
  - améliorer l'efficacité du dispositif (rapport coût / efficacité), y compris concernant les données collectées (questionnaire, modalités de collecte d'informations, renforcement de capacité), l'organisation du ROR et l'utilisation de la base de données par les différents publics concernés
  - améliorer la qualité des productions du ROR : traitement de l'information, analyse, politique de diffusion, produits et délais, y compris en abordant la question de l'organisation du ROR et du renforcement de capacités.

### IV- METHODOLOGIE ET LES RESULTATS ATTENDUS

#### 4.1- Méthodologie

Pour réaliser ces évaluations, les consultants devront

- Analyser les différentes documentations disponibles au ROR
- Enquêter deux observatoires
- Réaliser des entretiens avec :
  - L'équipe ROR et les opérateurs du réseau
  - Les institutions ressources et les institutions de tutelle
  - Les partenaires techniques et financiers
  - Les utilisateurs finaux

Sur la base des informations recueillies les consultants devront :

- Réaliser une évaluation du fonctionnement du ROR, y compris les prestations des opérateurs
- Redéfinir sur cette base les objectifs et missions du ROR
- Formuler des recommandations pour optimiser ce fonctionnement et atteindre les objectifs et missions redéfinies

Ces éléments feront l'objet d'un document draft transmis aux membres d'un comité d'évaluation de l'étude pour commentaires et suggestions sur l'état d'avancement des objectifs préétablis. Ces suggestions et commentaires seront transmis lors d'une réunion d'évaluation.

Les consultants intégreront ces commentaires, amendements et réflexions dans un rapport final qui sera présenté lors d'une réunion de restitution élargie.

#### 4.2- Résultats attendus

Dans le draft, puis le rapport final, les consultants devront :

- Déterminer les points forts et les points faibles du dispositif actuel eu égard à ses missions initiales et au contexte actuel et futur, tant du point de vue technique qu'organisationnel :
  - Du point de vue technique : examiner la méthodologie, le questionnaire, la collecte, le traitement de l'information, l'analyse et la production et la diffusion des différents documents du ROR ;
  - Du point de vue organisationnel : analyser les compétences existantes par rapport aux résultats attendus, notamment :
    - En matière de collecte de l'information
    - En matière de traitement et d'analyse d l'information
    - En matière de diffusion de l'information, de communication et de visibilité du ROR
    - En matière d'animation du réseau et de labellisation
- Les évaluations devront porter sur :
  - la pertinence du ROR en fonction des missions qui lui sont assignées, des évolutions du contexte malgache et des priorités et des besoins de développement (MAP...) ;
  - la qualité, la clarté et l'efficacité du dispositif, notamment l'adéquation attentes/produits (qualité, quantité, échéances), les relations institutionnelles, ainsi que le rapport coût/efficacité ;
  - l'efficacité et l'adéquation de la mise en oeuvre des observatoires, y compris la disponibilité des fonds au regard du budget, la qualité et la quantité de l'appui administratif et technique des partenaires, la qualité et la fourniture en temps utile des apports des partenaires financiers, l'efficacité ainsi que les blocages au niveau de la gestion et du travail, la qualité des relations avec les divers opérateurs ainsi que le suivi et l'authentification des résultats ;
  - les produits du ROR : conformité au plan de travail, évaluation de la quantité et de la qualité des produits, les problématiques liées à leur utilisation actuelle et future au niveau des publics, des partenaires et de l'institution de tutelle ;
  - les possibilités d'utilisation par d'autres utilisateurs que les utilisateurs traditionnels (recherche, Université...) de l'énorme masse de données existante, et les dispositions techniques, organisationnelles et informationnelles à prendre pour y parvenir
- Redéfinir les objectifs et les missions du ROR
- Formuler des recommandations tant au niveau technique, organisationnel que financier afin que le ROR puisse répondre aux missions et objectifs qui lui sont impartis.

Ces recommandations et propositions s'adresseront notamment aux partenaires techniques et financiers sous la forme d'un plan d'action permettant un meilleur fonctionnement et une plus grande efficacité du ROR tout en garantissant sa pérennité.



## **Evaluation du ROR**

### **Liste des personnes rencontrées**

#### **ANTANANARIVO**

Présidence, RADASY RANDRIANARIVONY Rolland, resp. du développement rural (ex-)

Primature, RANDRIANASOLO Brice, cellule de suivi évaluation

Primature, RABENORO Mireille, cellule de suivi évaluation

MAEP, RAKOTOSON Philibert, Secrétaire général

MAEP, RANDRIARIMANANA Harison, Ministre de l'Agriculture (ex-)

UPDR/ MAEP, RAHAINGO VOLOLONA Mireille, responsable national adjoint de l'

UPDR / MAEP, SOLONITOMPOARINONY Jocelyne, chargée d'études,

DSI/MAEP, HERIMANDIMBY Vestalys, directeur

SIRSA / MAEP, DETRY Jean-Francois, assistant technique principal

SIRSA / MAEP, RATOVOARINONY Raphael, agroéconomiste principal

MSPF, PILAZA Adolphe, Directeur de la Protection de la Famille et de l'Enfance

EPP / PADR, RAKOTOARY Jean Chrysostome, Directeur

INSTAT, RANDRIANJANAKA Niaina, dir. de la synthèse économique

INSTAT, RAZAFINAMANTENINA Tiary Edouard, responsable de l'EPM

INSTAT, RAZAFIMIARNTSOA Tovoninina Théodore, chef d'unité cartographie et opérations de terrain

INSTAT, Mme Lydia, responsable de la cartographie censitaire

INSTAT, BOURSICOT Jean, assistant technique

FOFITA, RABENANTOANDRO Yvonne, Directrice scientifique

Union Européenne, UWAMWIZA Jacqueline

Union Européenne, REY Bernard

Union Européenne, DROMARD Philippe

AFD, OUDIN Emeline, chargée de projets développement rural, pêche et environnement

UNICEF, M. le Coordonnateur national

Programme SAHA, RASOLOARISON Ony, responsable du système de suivi évaluation

Banque Mondiale, RAZAFINTSALAMA Ziva

Banque Mondiale, MORRIS Michael

FIDA, RAKOTONDRATSIMA Haingo

BAD, BOEDTS Bruno

SCAC, PRE Michel, conseiller développement rural et agriculture

MADIADÉVY, ZEFANIA Romalahy, Directeur

MAJESTY, RAVALISON Jean, Directeur

Inter-Aide, REDON Philippe, Responsable national (entretien téléphonique)

Inter-Aide, MBARGA Hélène, Responsable de l'observatoire de Manakara (entretien téléphonique)

Cellule ROR, RASOLOFO Patrick, responsable

Cellule ROR, ANDRIANIRINA Nicole, chargée d'étude  
Cellule ROR, RABEVOHITRA Bako Nirina, chargée d'étude  
Cellule ROR, ELYAH Ari, chargé de communication  
Cellule ROR, RAZANAMAVO Voahirana, technicienne  
Cellule ROR, RAFIDIMANANA Rolland, technicien

### **REGION ITASY**

Région, ANDRIAMASY RAKOTOARIVELO Haingovola, Dir. du développement régional  
MAEP / DRDR, RAZANADRAKOTO Davida Rivasoa, Dir. régional du développement rural  
GTDR, RASOLOHAJA Saholy, présidente du GTDR et coordinatrice ONU/Sida  
GTDR, RALAIRISOA Michle, responsable technique GTDR  
CSA, ANDRINARIVELO Luc, coordonnateur CSA et ex-responsable technique GTDR

### **Commune de Soavinandriana**

1 enquêtée, épouse du président du fokontany d'Ambohidanerana  
1 enquêté, vice-président de fokontany

### **Commune de Miarinarivo**

1 enquêté, président du fokontany d'Antanetibe  
1 enquêté  
1 enquêtée, responsable de la collecte des prix pour le ROR

### **REGION VAKINANKARATRA**

Région, ROELIMANANA Tandra, Dir. du développement de l'agrobusiness et de la gestion de l'environnement  
Région, RAKOTOMALALA Willy, Dir. du développement, de l'économie et du tourisme  
FERT, RAJAONAH Solange, responsable nationale Madagascar  
MAEP / DRDR, RAKOTONDRANAIVO Voahangy, Dir. régional du développement rural et présidente du GTDR  
GTDR, RASOARINONY Ainée Honorine, responsable technique GTDR  
BVPI, DENIS Eric, chef de projet  
BVPI, RAKOTO HARIVONY Andry, resp. Appui à la production et protection des ressources naturelles  
FIFAMANOR, RAMALANJAONA Vololona, resp. cellule d'information et marketing  
FIFATA, RAJOHANESA Mamy, président  
FAMPITA, RANDRIANANDRAINANA Noël Mamy, Directeur  
FAMPITA, Lucie, superviseur d'enquête Zone Antsirabe

### **Commune d'Ambano**

Mairie, RAKOTO VELOARISOA Charels Aimé, 1er adjoint au maire  
Président du fokontany de Tsaramandroso Androkavato (commune d'Ambano)  
RASOLOMANANA Edmond, enquêté du fokontany de Tsaramandroso (hameau d'Andrakavato)  
RAFAELIMANANA, enquêtée du fokontany de Tasamandroso (hameau d'Andrakavato)

## **REGION AMORON’I MANIA**

Région, RAKOTOMAMPIONONA, Dir. du développement régional

Région, TOLOJANAHARY Tinarivo, Unité de gestion régionale de l’information

MAEP / DRDR, RAKOTONIRINA Jean, chef de div. Suivi évaluation

MAEP / DRDR RABEMANDRESY Pascal, chargé de collecte des données

CSA, RAJOSOANIRINA Fidisoa

FERT/CSA/FRDA, FIDISOA, responsable administratif

FERT/FRDA, FALY Alain, conseiller technique

FAMPITA, RASOANAIVO Lucie, superviseur d’enquête

### **Commune d’Anjomana’Ankona (district de Manandriana)**

RABEFITIA Jean-Paul, enquêté, président de fokontany et enquêté

RAKOTONIRINA François Xavier, enquêté (Fokontany Anjoman’Ankona – hameau Ambohidahy Atsimo)

RASOANINDRAINNY, enquêtée (Fokontany Anjoman’Ankona – hameau Ambohidahy Atsimo)

RAIVO Marie Antoinette, enquêtée (Fokontany Anjoman’Ankona – hameau Ambohidahy Atsimo)

RASOANANDRASANA Marie Madeleine, enquêtée (Fokontany Anjoman’Ankona – hameau Ambohidahy Atsimo)

RAZAFIMAHARIVO Robert, enquêté (Fokontany Anjoman’Ankona – hameau Ambohidahy Atsimo)

RASOAMIARANA Nirina, enquêtée (Fokontany Anjoman’Ankona – hameau Ambohidahy Atsimo)

RASOANANDRASANA Lucienne, enquêtée (Fokontany Anjoman’Ankona – hameau Ambohidahy Atsimo)

Mairie, RATSIMBAZAKY Antoinette, secrétaire administrative

Mairie, RAKOTONDRABE S. Lala, secrétaire trésorier

Mairie, RANDRIATINA Suplice, responsable personnel

Mairie, RASOLONDRAINIBE Jean Paul, maire de la commune Anjoman’Ankona

## **REGION ANOSY**

Région, HARO Emmanuel, Dir. du développement rural

MAEP / DRDR, VELOSON TSIRAFY Christophe, Dir. régional du développement rural

QMM / Rio Tinto, TOVONDRAINNY Floris, chef de service de planification-suivi-évaluation

CARE, JARRY Jean-Philippe, coordonnateur zone sud

Andrew Lees Trust, RAHARIMANANA Hanitra Irène, Dir. administratif et RH

Andrex Lees Trust, BALBO Claire, coord. Projet radio

### **Commune de Mahatalaky**

Mairie, Secrétaire général et conseillers communaux

1 enquêtée

1 groupe d’enquêtés

### **Commune de Mandromotra (fokontany de Hovatra)**

1 enquêté (ex- chef de fokontany)

1 enquêté (chef de fokontany)

## CHARTRE DU RESEAU DES OBSERVATOIRES RURAUX

### OBJECTIF GLOBAL

Contribuer à l'amélioration du système d'information sur le milieu rural

### OBJECTIFS SPECIFIQUES

1. Constitution du réseau d'observatoires ruraux
2. Constitution d'une base de données sur les ménages ruraux
3. Diffusion d'analyses et de résultats
4. Renforcement des capacités de collecte et d'analyse d'informations

### RESULTATS

#### 1. Constitution du réseau d'observatoires

- 1.1 Méthodologie et approche commune des différents observatoires ruraux
- 1.2 Coordination technique et organisationnelle des différentes étapes de collecte et d'analyse des données (détaillées dans les cahiers des charges des contrats de service)
- 1.3 Avoir une assurance de la qualité tout au long de la chaîne de production des informations.

#### 2. Constitution d'une base de données sur les ménages ruraux

- 2.1 Regroupement des données des différents observatoires sous un format commun en un même lieu (INSTAT).
- 2.2 Disponibilité des informations contenues dans cette base (voir chapitre propriété des données)

#### 3. Diffusion d'analyses et de résultats

- 3.1 Production et diffusion d'une synthèse annuelle sur les observatoires
- 3.2 Production d'études thématiques et d'études sur la dynamique d'évolution à partir du panel des ménages.

#### 4. Renforcement des capacités de collecte et d'analyse des informations sur le milieu rural

- 4.1 Renforcement des capacités des opérateurs privés (bureaux d'études, ONG) spécialisés dans la collecte et l'analyse d'informations.
- 4.2 Maîtrise d'outils méthodologiques communs (questionnaire, logiciel, analyse).

## ACTIVITES

### 1. Constitution du réseau observatoires ruraux

- 1.1 Rédaction et validation de documents de référence (charte, contrats de prestations de service, méthodologie d'enquête et d'analyse)
- 1.2 Animation du réseau (réunions, journal)
- 1.3 Vérification de la qualité des informations (labellisation des observatoires)

### 2. Constitution d'une base de données sur les ménages ruraux

- 2.1 Centralisation à l'INSTAT des données de base de chaque observatoire
- 2.2 Gestion de la base de données (agrégation des fichiers et documentation des variables)
- 2.3 Mise au point d'un protocole de diffusion et d'utilisation des données

### 3. Diffusion d'analyses et de résultats

- 3.1 Rédaction collégiale de la synthèse sous la responsabilité du secrétariat technique
- 3.2 Rédaction des études thématiques par le secrétariat technique, par les opérateurs du réseau ou par tout autre personne ou organisme ayant passé une convention avec l'INSTAT (cf propriété des données).
- 3.3 Restitution annuelle publique des résultats (réunion d'information, séminaire, diffusion dans les médias...)

### 4. Renforcement des capacités de collecte et d'analyse des informations sur le milieu rural

- 4.1 Diffusion d'instruments et de techniques communes de collecte et d'analyse
- 4.2 Formation des opérateurs (bureaux d'études, ONG) au cours d'ateliers spécialisés à la mise en place d'observatoire et à l'utilisation des méthodes de collecte et d'analyse

## STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU RESEAU

### 1. Structure

Le comité de pilotage est constitué par des représentants des partenaires financiers (Coopération française, Union Européenne, Intercoopération Suisse, Coopération Allemande) et les départements ministériels concernés par le développement rural. Il se réunit annuellement et est chargé de définir la politique du réseau. Il valide le programme annuel de travail et oriente les activités sur la base des résultats obtenus.

Le secrétariat technique est composé de membres de Madio, de l'UPDR/MAEL, de la GTZ, de la CSA, et du programme Saha. Il assure le suivi et la coordination des activités du réseau et règle les problèmes techniques. Il assure l'application de la charte. Il définit les contrats de prestation de service avec les opérateurs et Madio. Il participe aux analyses des données et assure la diffusion des résultats.

### 2. Adhésion au réseau

Tout opérateur et/ou partenaire financier souhaitant mettre en place un observatoire peut adhérer au réseau à condition de s'engager à suivre le cahier des charges défini pour tout opérateur (méthodologie, formation, etc.) et d'assurer le financement des appuis techniques nécessaires.

### 3. Propriété des données

Le propriétaire des données est le gouvernement malgache et le dépositaire est l'INSTAT. Toute demande d'utilisation des données devra lui être faite. Toute publication utilisant des données du réseau des observatoires devra faire référence à l'origine des données. A la fin de chaque publication, un bordereau indiquera comment et où se procurer les données.

Les données seront mises à disposition gratuitement. Seul le support et le coût de mise sur support seront facturés.

## **Etudes thématiques, articles et monographies**

### **2000**

#### **Les observatoires ruraux à Madagascar. Une méthodologie originale pour le suivi des campagnes**

Isabelle Droy, Raphaël Ratovoarinony et François Roubaud

Statéco n° 95-96-97, 2000, 18 p

[http://www.reseau-impact.org/IMG/pdf/ror\\_mada\\_stateco7\\_dec2000.pdf](http://www.reseau-impact.org/IMG/pdf/ror_mada_stateco7_dec2000.pdf)

### **2001**

#### **Accès au capital, crédit, accès au foncier et pauvreté rurale à Madagascar**

Ony Rasoloarison, Jean Marie Rakotovao, Louis Bockel

Note de travail UPDR à diffusion restreinte, Version 3 - jeudi 9 août 2001, 12 p

#### **L'observatoire : un instrument pour le suivi de la pauvreté**

Jean-Luc Dubois et Isabelle Droy

Document de travail n°59, 2001, 17 p

#### **Sécurité alimentaire et pauvreté. Un zoom sur les observatoires ruraux de la région de Tuléar et de Fianarantsoa**

Patrick RASOLOFO, Anne JOSEPH

Réseau des Observatoires Ruraux, 2001, 23 p

<http://ged.u-bordeaux4.fr/SDRASOLOFO.pdf>

#### **Insécurité rurale, gestion des risques et pauvreté rurale**

Jean Marie RAKOTOVAO, Louis BOCKEL

Unité de Politique de Développement Rural, (document de travail pour l'atelier GTC Insécurité rurale)

Draft 1, 20août 2001, 10 p

<http://ged.u-bordeaux4.fr/SBRAKOTOVAO.pdf>

#### **Femmes et pauvreté en milieu rural : analyse des inégalités sexuées à partir des observatoires ruraux de Madagascar**

I. DROY, J.L. DUBOIS, P. RASOLOFO, N.H. ANDRIANJAKA

Janvier 2001, 22 p

### **2003**

#### **Comprendre l'impact du capital social sur les inégalités grâce à l'approche par les capacités. Une illustration à partir de quatre zones rurales de la région des Hautes Terres de Madagascar**

Patrick Rasolofo, Nicolas Sirven

3ème Conférence sur l'Approche des Capacités « D'un développement viable à une liberté durable »,

Université de Pavie, Italie, 6-9 Septembre 2003, 27 p

### **2004**

#### **Le réseau des observatoires ruraux à Madagascar : quel apport pour le suivi-évaluation de la politique de lutte contre la pauvreté ?**

Isabelle DROY, Patrick RASOLOFO, Anne-Sophie ROBILLIARD

Note pour le Réseau Impact – avril 2004, 6 p

[http://www.reseau-impact.org/IMG/pdf/note\\_observ\\_ror\\_mada\\_avril04.pdf](http://www.reseau-impact.org/IMG/pdf/note_observ_ror_mada_avril04.pdf)

## 2005

### **Dynamiques de pauvreté en milieu rural malgache**

Claire Gondard-Delcroix

CED / IFReDE-GRES – Université Montesquieu-Bordeaux IV, DT/111/2005, 33 p

<http://gdri.dreem.free.fr/wp-content/gondard-delcroix.pdf>

### **Entre cyclones et marchés mondiaux : la vulnérabilité des ménages ruraux de la côte Est de Madagascar**

Isabelle DROY, Patrick RASOLOFO

IRD/C3ED/Univ. de Bordeaux IV, (CSA/ Union Européenne/Madagascar, Version provisoire, 18 p

### **Evolution de l'offre et de la demande de riz des ménages ruraux. Etude sur les données du ROR**

Patrick Rasolofo, Anne-Sophie Robilliard

Colloque scientifique, FOFIFA / SCAC « Changements induits dans les campagnes malgaches par l'évolution des prix des produits agricoles », 6 – 7 décembre 2005, Antananarivo, 12 p

### **Le Réseau des Observatoires Ruraux : Un Système d'information pour le suivi annuel des mutations socio-économiques en milieu rural**

Patrick Rasolofo

Colloque scientifique, FOFIFA / SCAC « Changements induits dans les campagnes malgaches par l'évolution des prix des produits agricoles », 6 -7 décembre 2005, Antananarivo, 10 p

<http://iarivo.cirad.fr/doc/colloques/5002/312.pdf>

### **Analyse de l'évolution de la situation alimentaire des ménages ruraux**

Rebeka Rakotosalama

Colloque scientifique, FOFIFA / SCAC « Changements induits dans les campagnes malgaches par l'évolution des prix des produits agricoles », 6 -7 décembre 2005, Antananarivo, 5 p

## 2006

### **Risque climatique et vulnérabilité alimentaire dans le Sud de Madagascar : question d'échelle, questions de méthode**

Jean-Etienne Bidou, Isabelle Droy, Patrick Rasolofo

UMR ADES-Tempos, IRD-UMR C3ED, CED-IFReDE, ROR

Interactions Nature-Société, analyse et modèles. UMR6554 LETG, La Baule, 2006, 6 p

<http://gdri.dreem.free.fr/wp-content/gondard-delcroix.pdf>

### **La crise du riz de 2004 à Madagascar : déficit des systèmes l'information ou problèmes de gouvernance ?**

Jean-Etienne Bidou, Isabelle Droy, Patrick Rasolofo

UMR ADES-Tempos, IRD-UMR C3ED, CED-IFReDE, ROR, 2006, 19 p

### **Inégalités sociales et inégalités foncières : les défis de la sécurisation foncière à Manjakandriana (Madagascar)**

Jean-Etienne Bidou, Isabelle Droy, Patrick Rasolofo

UMR ADES-Tempos, UMR C3ED-IRD, ROR, 2006, 22 p

### **Le réseau d'observatoires ruraux dans la définition des politiques publiques : pour qui et pour quelles utilisations ?**

Patrick RASOLOFO

ROR, EPP/PADR, Juin 2006, 4 p

## 2007

**Aperçu sur la production et la commercialisation du manioc**  
ROR.

Janvier 2007, 3 p

**Evaluation des impacts des appuis apportés dans le domaine de l'éducation sur la scolarisation des enfants en milieu rural au niveau de quelques observatoires**

Bako Nirina Faliniaina Rabevohitra, Heritiana Georgino Randrianarison

ROR, EPP/PADR, Version Juillet 2007, 58 p

**Impact d'une pluviométrie excessive sur les ménages riziculteurs. Observations et simulations sur l'observatoire rural d'Antsirabe**

Andrianirina N., Rasolofo P.

Colloque scientifique « Dynamiques rurales à Madagascar : perspectives sociales, économiques et démographiques », INSTAT, ROR EPP/PADR, IDR, GIE DIAL

Antananarivo, 23-24 avril 2007, 17 p.

**Pauvreté et vulnérabilité alimentaire dans le Sud de Madagascar : les apports d'une approche diachronique sur un panel de ménages.**

Jean-Etienne Bidou, Isabelle Droy, Patrick Rasolofo

Colloque scientifique « Dynamiques rurales à Madagascar : perspectives sociales, économiques et démographiques », INSTAT, ROR EPP/PADR, IDR, GIE DIAL

Antananarivo, 23-24 avril 2007, 23 p

**Le « petit paysan malgache ». D'un aphorisme réducteur à la diversité des situations**

Patrick Rasolofo, François Pesnaud

Colloque scientifique « Dynamiques rurales à Madagascar : perspectives sociales, économiques et démographiques », INSTAT, ROR EPP/PADR, IDR, GIE DIAL

Antananarivo, 23-24 avril 2007, 10 p

**Note sur l'évolution de la situation des ménages ruraux de l'Extrême Sud malgache. Cas des observatoires d'Ambovombe**

ROR, EPP/PADR, 2007, 4 p

## 2008

**Analyse des effets des chocs agricoles imputables aux aléas climatiques sur le travail des enfants. Cas des observatoires ruraux de Morondava et de Tsivory**

Augendra Bhukuth, Jérôme Ballet, Bako Nirina Rabevohitra, Patrick Rasolofo

Univ. Versailles St-Quentin en Yvelines, UMR, N° 063 IRD/UVSQ, C3ED ; ROR, Décembre 2008, 14 p

**La flambée des prix internationaux du riz. Quels facteurs de résilience du marché malgache ?**

Hélène DAVID-BENZ, , Patrick RASOLOFO, Nicole ANDRIANIRINA

CIRAD, ROR, OdR, EPP/PADR, 2008, Poster

## 2009

**Dimensions structurelles de la libéralisation pour l'agriculture et le développement rural**

Randrianarison Lalaina, Andrianirina Nicole, Raboarison Rivo

RuralStruc Madagascar, Phase II, EPP-PADR, UPDR/MAEP, APB Consulting, Mars 2009, 233 p

**Impacts socio-économiques de la crise politique du premier semestre 2009 en milieu rural**

Résultats provisoires, EPP/PADR, ROR, OdR, IRD, UE, Septembre 2009, 42 p